



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

ARRÊTÉ

Bureau de la réglementation
et des élections

Prescriptions concernant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de roche massive et ses installations annexes sur le territoire de la commune de Mont-Saint-Vincent, lieu-dit « Le Bois de Chaleutre »

EURL CARRIÈRES DU MONT-SAINT-VINCENT

Le Bois de Chaleutre

71300 MONT-SAINT-VINCENT

DCL - B.DENV. 2023 - 299 - 2

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1^{er} du livre V ;

Vu le code forestier, notamment son titre IV du livre III ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières,

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,

Vu l'arrêté du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,

Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées,

Vu le schéma départemental des carrières de Saône-et-Loire approuvé le 24 avril 2014,

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012361-0007 du 26 décembre 2012 autorisant l'exploitation d'une carrière sur le territoire de la commune de Mont-Saint-Vincent pour une durée de 30 ans (renouvellement),

Vu la demande présentée le 5 novembre 2021, modifiée le 04 octobre 2022, par l'EURL CARRIÈRES DU MONT-SAINT-VINCENT dont le siège social est situé Le Bois de Chaleutre 71300 MONT-SAINT-VINCENT, en vue d'obtenir l'autorisation de renouveler et d'étendre une carrière de roche massive à ciel ouvert pour une durée de 25 ans, d'une capacité de production maximale de 150 000 t/an, une installation de traitement des minéraux d'une puissance totale de 1033 kW, une station de transit de matériaux minéraux et déchets inertes et non dangereux d'une surface de plus de 10 000 m², le recyclage et la valorisation de déchets minéraux inertes issus de chantiers locaux sur le territoire de la commune de MONT-SAINT-VINCENT au lieu-dit « Le Bois de Chaleutre »,

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale n° BFC-2022-3584 délivré le 29 novembre 2022 ;

Vu la décision en date du 07 février 2023 du président du tribunal administratif de Dijon, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2023-051-1 du 20 février 2023 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 33 jours du 27 mars au 28 avril 2023 sur le territoire des communes de Mont-Saint-Vincent, Collonge-en-Charollais, Genouilly, Gourdon, Joncy, Marigny, Mary et Saint Micaud,

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public réalisé dans ces communes,

Vu la publication de cet avis dans deux journaux locaux,

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur du 25 mai 2023,

Vu la prise en compte par l'exploitant des observations formulées par le service biodiversité eau et patrimoine de la DREAL BFC, le service environnement de la direction départementale des territoires, la direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne-Franche-Comté, l'office français de la biodiversité, l'office national des forêts et le service départemental d'incendie et de secours dans son dossier modifié du 04 octobre 2022,

Vu le mémoire en réponse de l'exploitant à l'avis de l'autorité environnementale ;

Vu le mémoire en réponse de l'exploitant aux observations formulées au cours de l'enquête publique, du 17 mai 2023,

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de Collonge-en-Charollais, Genouilly, Joncy, Mary, Saint Micaud et Mont St Vincent ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture,

Vu le rapport et les propositions du 20 juillet 2023 de l'inspection des installations classées,

Vu l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites « formation carrières » émis lors de sa réunion du 28 septembre 2023 au cours duquel le demandeur a été entendu,

Vu le projet d'arrêté porté le 24 octobre 2023 à la connaissance du demandeur,

Vu l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet par courrier du 24 octobre 2023 transmis par mail,

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant que le projet consiste au défrichement de 4,2091 ha sur la commune de Mont-Saint-Vincent en vue de l'extension des carrières du Mont-Saint-Vincent ;

Considérant qu'il résulte de l'instruction de la demande d'autorisation de défrichement que la conservation des bois ou le maintien de la destination des sols n'est nécessaire pour aucun des motifs mentionnés à l'article L.341-5 du code forestier ;

Considérant que la décision d'autorisation de défrichement doit préciser expressément les conditions techniques et réglementaires relatives aux compensations forestières subordonnant une décision favorable, conformément à l'article L.341-6 du code forestier. Ces compensations forestières consistent, en l'exécution, sur d'autres terrains, de travaux de boisement ou de reboisement pour une surface défrichée équivalente, ou d'autres travaux d'amélioration sylvicoles d'un montant équivalent. Ces équivalences peuvent être assorties d'un coefficient multiplicateur compris entre 1 et 5 en fonction du rôle économique, écologique et social des bois défrichés (article L.341-6 1°) ;

Considérant le rôle économique, écologique et social des bois et forêts objets du défrichement ;

Considérant la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants, et en particulier la présence du sentier de grande randonnée GR7 qui doit être détourné hors de l'emprise autorisée de la carrière ;

Considérant qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées et les services consultés, le demandeur a été conduit à prévoir des nouvelles mesures de surveillance de la qualité des eaux de ruissellement et d'exhaure au niveau des points de rejets internes à la carrière et un renforcement de la surveillance de la qualité des eaux rejetées hors de l'emprise autorisée ;

Considérant que suite aux observations émises au cours de l'enquête publique, un plan de surveillance de la qualité des eaux de sources pouvant être impactées par l'activité de la carrière doit être mis en place,

Considérant que la carrière permet d'une part un accueil de déchets inertes issus de chantiers locaux dans le but de remblayer la zone d'extraction sud et d'autre part un recyclage de déchets inertes valorisables dans les installations de traitement mobile,

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations,

Considérant que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations,

Considérant que l'une des mesures de réduction des impacts vis-à-vis des amphibiens consiste à aménager le fossé le long du chemin d'accès au sud de la carrière et à installer une barrière à amphibiens pour éviter leur retour sur le chemin ;

Considérant que l'une des mesures pour limiter les impacts sur les oiseaux consiste à réaliser l'abattage des arbres et arbustes du 1/09 au 15/03 ;

Considérant que lors de la conception du projet, la séquence « éviter-réduire » a été intégrée et présentée dans le dossier de demande permettant ainsi d'assurer une conception optimisée du projet comprenant toutes les mesures pertinentes d'évitement et de réduction des impacts ;

Considérant que l'évaluation des risques d'impact sur les espèces protégées et leurs habitats, présentée dans le dossier et ses compléments par l'EURL CARRIÈRES DU MONT-SAINT-VINCENT permet de conclure que le projet ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable des populations d'espèces protégées concernées, sous condition de la mise en application des mesures d'évitement et de réduction détaillées dans le présent arrêté ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté sont de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté sont de nature à garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

Considérant que le projet est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Loire-Bretagne ;

Considérant que des garanties financières doivent être constituées afin de permettre le réaménagement de la carrière en cas de défaillance de l'exploitant ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que les moyens et dispositions prévus par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter, ainsi que la prise en compte des observations formulées par les services lors de leur consultation et des réponses faites au commissaire enquêteur au cours de l'enquête publique, sont de nature à limiter l'impact du projet sur l'environnement ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTÉ

TITRE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 - DOMAINE D'APPLICATION ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. DOMAINE D'APPLICATION

La présente autorisation environnementale tient lieu :

- d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.512-1 du code de l'environnement ;
- d'autorisation des installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L.214-3 du code de l'environnement (Loi sur l'eau) nécessaires au fonctionnement de l'ICPE ;
- d'autorisation de défrichement au titre des articles L.214-13 et L.341-3 du code forestier.

ARTICLE 1.1.2. BÉNÉFICIAIRE DE L'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

La société CARRIÈRES DU MONT-SAINT-VINCENT (SIRET 499 494 920 00014) dont le siège social est situé à « Le Bois de Chaleutre » 71300 MONT-SAINT-VINCENT est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de MONT-SAINT-VINCENT, au lieu-dit « Le Bois de Chaleutre », les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.3. ABROGATION DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux suivants sont abrogés :

- l'arrêté préfectoral n° 2012361-0007 du 26 décembre 2012 autorisant l'exploitation d'une carrière sur le territoire de la commune de Mont-Saint-Vincent pour une durée de 30 ans (renouvellement),
- l'arrêté préfectoral n° 2012-010-DREAL du 4 juillet 2012 portant dérogation à l'interdiction de destruction, altération, dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'animaux et de transport d'espèces animales protégées dans le cadre de l'extension d'une carrière d'extraction de roche massive sur la commune de Mont-Saint-Vincent par la société CARRIERES DU MONT-SAINT-VINCENT.

CHAPITRE 1.2 - LIEUX ET EMPRISE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

Les installations concernées sont situées sur la commune, lieux-dits et parcelles suivants (voir plan en annexe 1) :

Commune	Lieux-dits	Parcelles Section B	Situation administrative	Superficie autorisée
		N°		
Mont-Saint-Vincent	Bois de Chaleutre	9	Surfaces en renouvellement autorisées par le présent arrêté préfectoral	3ha 23a 20ca
		10		3ha 50a 50ca
		11		3ha 20a 50ca
		12		3ha 25a 20ca
		13		3ha 48a 70ca
		14		3ha 29a 40ca
		15		3ha 11a 20ca
		16		3ha 08a 60ca
		18		3ha 34a 80ca
		19		2ha 79a 00ca
		20		3ha 00a 00ca
Mont-Saint-Vincent	Bois Bouche	120		28a 88ca
		226		2a 20ca
		227		1ha 07a 64ca
		228		61ca
		229		10a 52ca
		230		1ha 42a 00ca
	Bois des Fretins	124		4ha 40a 00ca
		129		1ha 10a 00ca
Superficie de l'emprise en renouvellement				43ha 72a 95ca
Mont-Saint-Vincent	Bois de Chaleutre	9	Surfaces en renouvellement avec extension autorisées par le présent arrêté préfectoral	79a 37ca
		10		65a 68ca
		11		47a 41ca
		12		51a 34ca
		13		63a 00ca
		14		65a 89ca
		15		76a 70ca
		16		15a 58ca
		18		12a 18ca
		19		8a 81ca
		20		13a 64ca
	Bois Bouche	120		1a 84ca
		227		1a 31ca
		230		10a 70ca
	Bois des Fretins	124		11a 11ca
		129		56a 32ca
	Les Pierres Bouleries	123		58a 33ca
Superficie de l'emprise en extension				6ha 39a 09ca
Superficie totale de l'autorisation				50ha 12a 04ca

CHAPITRE 1.3 - NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.3.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et Volume autorisé
2510-1	A	Exploitation de carrières à l'exception de celles visées aux points 5 et 6 (de cette même rubrique).	Surface du périmètre d'autorisation : 50ha 12a 04ca Surface exploitable : 12 ha environ Tonnage maximum à extraire : 150 000 t/an* Tonnage moyen à extraire : 120 000 t/an* Tonnage total du gisement : 2 996 000 t (d=2,00) Durée : 25 ans
2515-1.a	E	Installation de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage de mélange de pierres, cailloux,	Installations de traitement d'une puissance totale de 1033 kW dont 275 kW en unité mobile

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et Volume autorisé
		minerais et autres produits naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes.	
2517-1	E	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques.	Superficie de l'aire de transit > 10 000 m ²

A : Autorisation ; E : Enregistrement

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

* matériaux commercialisables hors stériles d'extraction destinés à la remise en état

ARTICLE 1.3.2. RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE « EAU » (ARTICLE R.214-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)

Rubrique	Intitulé	Régime	Nature de l'installation et Volume
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Déclaration	Présence de 4 piézomètres pour la surveillance des eaux souterraines (ouvrages existants).

ARTICLE 1.3.3. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION ET À ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration et à enregistrement sont applicables aux installations concernées incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.4 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En annexe 2 figure un plan général des installations et de l'emprise autorisée.

CHAPITRE 1.5 - DURÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.5.1. DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant plus de deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 25 années à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du titre II du livre V du code du patrimoine relatif à l'archéologie préventive.

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée au moins un an avant l'échéance de l'autorisation.

La remise en état du site doit être achevée six mois avant l'échéance de l'autorisation.

CHAPITRE 1.6 - PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Cette distance pourra être augmentée en tant que de besoin. En particulier, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas doit être arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

CHAPITRE 1.7 - GARANTIES FINANCIÈRES

ARTICLE 1.7.1. OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités d'extraction de matériaux (carrière) visées à l'article 1.3.1 de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site après exploitation.

ARTICLE 1.7.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L'exploitation est menée en 5 phases de 5 ans.

À chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

Périodes	S1 (C1 = 15 555 €/ ha)	S2 (C2 = 34 070 €/ ha)	S3 (C3 = 17 775 €/ha)	TOTAL en € TTC (α = 1,36)
De 1 à 5 ans	7,3	31,1	3,4	1 679 834
De 6 à 10 ans	13,6	25	3,2	1 525 100
De 11 à 15 ans	15	23,4	3,3	1 486 507
De 16 à 20 ans	16,3	23,1	2,3	1 475 682
De 21 à 25 ans	18,2	20,8	2,7	1 419 394

S1 (en ha) : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces découvertes et des surfaces en exploitation diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

S3 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire du périmètre d'extraction par la profondeur moyenne diminuée des surfaces remises en état

L'indice TP01 utilisé pour le calcul des montants de référence du tableau ci-dessus est celui en vigueur en juin 2022, soit 129,1.

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.

ARTICLE 1.7.3. ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Avant le début des travaux d'extraction, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Ces documents doivent être conformes aux dispositions de l'annexe à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 fixant le modèle d'acte de cautionnement solidaire.

Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de deux ans.

ARTICLE 1.7.4. RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.7.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

CHAPITRE 1.8 - RENOUVELLEMENT

ARTICLE 1.8.1. RENOUVELLEMENT

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà de l'échéance fixée à l'article 1.5.1 du présent arrêté, qu'en vertu d'une nouvelle autorisation, qui doit être sollicitée au moins 6 mois avant la date d'expiration, si la continuité de l'exploitation doit être assurée.

CHAPITRE 1.9 - MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.9.1. PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.9.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.9.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.9.4. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le changement d'exploitant des installations visées au présent arrêté est soumis à autorisation préfectorale préalable.

La demande d'autorisation de changement d'exploitant adressée au préfet comporte :

- les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant,
- les documents attestant du fait que le nouvel exploitant est propriétaire des terrains sur lequel se situe l'installation ou qu'il a obtenu l'accord du ou des propriétaires de ceux-ci,
- la constitution des garanties financières par le nouvel exploitant.

Les garanties financières délivrées au profit du nouvel exploitant doivent alors être effectives au minimum à la date de l'autorisation de changement d'exploitant.

La demande d'autorisation est instruite selon les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement, dans les trois mois suivant sa réception. Il n'existe pas dans le cas contraire d'autorisation implicite.

ARTICLE 1.9.5. CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, et pour l'application de l'article R. 512-39-3, l'état dans lequel doit être remis le site est détaillé au chapitre 2.6 du présent arrêté.

Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R.512-75-1, des terrains concernés du site.

Ces mesures comportent notamment :

- 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès ;
- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.

CHAPITRE 1.10 - TEXTES APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent et notamment les textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
30/05/21	Arrêté fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement
12/12/2014	Arrêté relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées
26/11/2012	Arrêté modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
31/07/2012	Arrêté relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement
04/10/2010	Arrêté relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
31/01/2008	Arrêté relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets
09/02/2004	Arrêté relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées
23/01/1997	Arrêté relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
22/09/1994	Arrêté modifié relatif aux exploitations de carrières

CHAPITRE 1.11 - RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail, le code du patrimoine et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

L'autorisation d'exploiter la carrière n'a d'effet utile que dans la limite des droits de propriété de l'exploitant et des contrats de forage dont il est titulaire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- gérer les effluents et les déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

L'extraction des matériaux et les opérations de remise en état du site doivent, à tout moment :

- garantir la sécurité du public et du personnel et la salubrité des lieux,
- préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines, ainsi que limiter les incidences de l'activité sur leur écoulement,
- respecter les éventuelles servitudes existantes.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2.1.3. SURVEILLANCE

L'exploitation du site doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et formée en conséquence.

ARTICLE 2.1.4. PÉRIODE DE FONCTIONNEMENT

Le fonctionnement des installations et des engins d'exploitation n'est autorisé que de 07h00 à 18h00, et en dehors des samedis, dimanches et jours fériés. Cette période de fonctionnement autorisée doit être consignée dans un document interne.

CHAPITRE 2.2 - DEMANDES DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'inspection des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures sonores de l'installation. Ils seront réalisés par un organisme tiers qu'elle aura choisi à cet effet ou soumis à son

approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné le respect d'un texte réglementaire pris en application de la législation des installations classées. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant. Cette prescription est applicable à l'ensemble de l'établissement.

CHAPITRE 2.3 - AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE 2.3.1. INFORMATION DES TIERS

Avant le début des travaux, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Des panneaux signalant la présence de la carrière doivent être implantés aux endroits appropriés, notamment de part et d'autre des accès au site.

ARTICLE 2.3.2. BORNAGE

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,
- le cas échéant, des bornes de nivellement.

Le procès-verbal de bornage est joint au dossier préalable aux travaux d'extraction définis à l'article 2.3.6.

Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

À l'intérieur du périmètre ainsi déterminé, un piquetage indique la limite d'arrêt des travaux d'extraction (y compris celle des matériaux de découverte) qui doit se situer à au moins 10 mètres des limites des parcelles autorisées. Cette limite est matérialisée sur le terrain préalablement à la réalisation de la découverte dans un secteur donné et conservée jusqu'au réaménagement de ce même secteur.

ARTICLE 2.3.3. CLÔTURES ET BARRIÈRES

L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.

Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis en place sur les voies d'accès.

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.

Les retenues d'eau présentes dans le périmètre d'autorisation sont clôturées et munies de panneaux signalant leur caractère dangereux (risque de noyade). Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie...) sont disponibles à proximité.

ARTICLE 2.3.4. EAU DE RUISSELLEMENT

Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation doit être mis en place à la périphérie de cette zone, conformément à l'article 4.3.7 du présent arrêté.

ARTICLE 2.3.5. ACCÈS À LA VOIRIE

Le débouché des voies de desserte de la carrière sur la voirie publique doit être signalé et ne pas créer de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

Les aménagements des accès à la voirie publique se font en accord entre les services compétents et l'exploitant. Ce dernier prend en charge les travaux nécessaires.

L'exploitant prend toute disposition pour limiter l'épandage de boue ou de matériaux sur la voirie publique.

ARTICLE 2.3.6. DOSSIER PRÉALABLE AUX TRAVAUX D'EXTRACTION DE LA SURFACE EN EXTENSION

Préalablement à l'extraction des matériaux proprement dite, l'exploitant est tenu d'adresser au préfet un dossier préalable aux travaux d'extraction, en trois exemplaires, comprenant :

- le document établissant la constitution des garanties financières visé au chapitre 1.7 du présent arrêté ;
- les documents attestant de l'exécution de l'ensemble des mesures prévues au chapitre 2.3 du présent arrêté ;
- le plan de gestion des déchets d'extraction inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière visé à l'article 5.1.2 du présent arrêté,
- le plan de surveillance des retombées de poussières dans l'environnement prévu au chapitre 3.2 du présent arrêté.

L'exploitant notifie au préfet et au maire de la commune concernée la mise en service de l'installation.

CHAPITRE 2.4 - CONDUITE DE L'EXTRACTION

ARTICLE 2.4.1. DÉBOISEMENT, DÉFRICHAGE

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation conformément au dossier et au plan de phasage de défrichement en annexe 3. Le défrichage concerne uniquement la zone d'extraction au sud (surfaces en extension sud).

Le titre 11 définit la surface autorisée à défricher et les compensations subordonnées à établir préalablement.

Les déboisements et dessouchages devront intervenir en période de moindre sensibilité des espèces, conformément aux mesures d'évitement et de réduction d'impact du titre 12 du présent arrêté.

ARTICLE 2.4.2. DÉCAPAGE DES TERRAINS

Aucune extraction ne doit avoir lieu sans décapage préalable de la zone concernée. Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation et en accord avec les plans de phasage.

Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux terres de découverte. L'horizon humifère et les terres de découverte sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux. Le dépôt des horizons humifères ne doit pas avoir une hauteur supérieure à 2 m afin qu'ils conservent leurs qualités agronomiques.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les matériaux de découverte et les stériles de production utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation de merlons et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

ARTICLE 2.4.3. PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

Article 2.4.3.1. Déclaration

En application de l'article L.531-14 du code du patrimoine, l'exploitant doit signaler sans délai au service régional d'archéologie (39 rue vannerie – 2100 DIJON) toute découverte archéologique faite fortuitement lors des travaux d'exploitation et prend toutes les mesures nécessaires à la conservation des vestiges mis à jour jusqu'à l'arrivée d'un archéologue mandaté par le service régional d'archéologie.

Article 2.4.3.2. Redevance d'archéologie préventive

Sont soumis à la redevance les surfaces nouvellement autorisées, ainsi que les surfaces précédemment autorisées mais non encore exploitées. Le calcul de la redevance d'archéologie préventive s'établit conformément au II de l'article L.524-7 du code du patrimoine.

Article 2.4.3.3. Diagnostic archéologique

Conformément à l'article R.523-17 du code du patrimoine, lorsque des prescriptions d'archéologie préventive ont été formulées ou que le préfet de région a fait connaître son intention d'en formuler, la réalisation des travaux d'exploitation est subordonnée à l'accomplissement préalable de ces prescriptions. L'arrêté n°2021/640 du 02 décembre 2021 « portant prescriptions et attribution d'un diagnostic d'archéologie préventive » a été notifié à la société CARRIÈRES DU MONT-SAINT-VINCENT.

ARTICLE 2.4.4. MÉTHODE D'EXPLOITATION

L'exploitation respecte les règles d'éloignement prescrites au chapitre 1.6 du présent arrêté.

L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Le principe d'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert hors d'eau avec remise en état des surfaces exploitées de façon coordonnée à l'avancement et sur deux secteurs distincts : zone actuelle nord sur un périmètre d'extraction révisé d'environ 8 ha (pas d'extension de la surface d'extraction) et zone d'extension sud sur un nouveau périmètre d'extraction d'environ 4 ha.

Les matériaux extraits sont des grès et granites destinés à l'élaboration de granulats dans le domaine des constructions et des voiries. Une partie des matériaux est lavée.

L'extraction des matériaux (hors découverte) est réalisée à l'aide de tirs d'explosifs, par gradins d'une hauteur maximale de 14 m en zone nord et 12 m en zone sud avec des banquettes de 10 m de large au minimum. La hauteur maximale d'extraction dans la zone Sud est de 12 m et de 14 m dans la zone Nord.

Les cotes minimales d'extraction sont de 411 m NGF en zone nord d'extraction et de 445 m NGF en zone sud d'extraction.

ARTICLE 2.4.5. STOCKAGES DES MATÉRIAUX

Le stockage des matériaux commercialisables issus de la production se fait en partie ouest de l'emprise de la carrière à proximité des installations de traitement conformément au dossier.

Les déchets minéraux inertes admis sur le site en vue de leur valorisation sont déchargés provisoirement sur une aire spécifique en partie nord-ouest de l'emprise autorisée conformément au dossier, avant leur recyclage ou leur mise en dépôt définitif dans le cadre du réaménagement de la zone d'extraction sud.

La hauteur des stocks est limitée à 5 mètres.

Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières.

ARTICLE 2.4.6. ÉVACUATION DES MATÉRIAUX

L'évacuation des matériaux par la route ne peut être réalisée que les jours ouvrés (samedis, dimanches et jours fériés exclus) entre 7 h et 18 h.

L'exploitant veille au respect du chargement des véhicules sortant du site qui empruntent la voie communale n°4 puis la route départementale n°90.

CHAPITRE 2.5 - PHASAGE

L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 5 phases successives, sur deux zones d'extraction distinctes conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation et conformément aux tableaux suivant :

Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface en extraction (m²)		Volume/Tonnage commercialisable	
		Zone d'extraction Nord	Zone d'extraction Sud	Zone d'extraction Nord	Zone d'extraction Sud
1	2023	18900	14290	178 000 m³ / 356 000 t	124 000 m³ / 248 000 t
2	2028	18100	13370	160 000 m³ / 320 000 t	119 000 m³ / 238 000 t
3	2033	20200	12680	186 000 m³ / 372 000 t	130 000 m³ / 260 000 t
4	2038	22800	-	297 000 m³ / 594 000 t	-
5	2043	26400	-	285 000 m³ / 570 000 t	-
			Sous-totaux	1 106 000 m³ / 2 212 000 t	373 000 m³ / 746 000 t
			Total global	1 479 000 m³ / 2 978 000 t	

L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (à l'extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés.

CHAPITRE 2.6 - REMISE EN ÉTAT DU SITE

ARTICLE 2.6.1. GÉNÉRALITÉS

L'exploitant est tenu de nettoyer et remettre en état l'ensemble des lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature inhérents à l'exploitation.

Le site doit être libéré, en fin d'exploitation, de tous les matériels, stockages et installations fixes ou mobiles, mis en place durant les travaux d'extraction.

Aucun dépôt ou épave ne doit subsister sur le site.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard six mois avant l'échéance de l'autorisation. Elle est réalisée en conformité au dossier de demande d'autorisation.

Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et d'une manière générale la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

ARTICLE 2.6.2. REMISE EN ÉTAT

Article 2.6.2.1. Principes

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

La remise en état est coordonnée à l'avancée des travaux d'exploitation.

Le phasage de la remise en état et l'état final des lieux affectés par les travaux doit correspondre aux dispositions du dossier de demande.

En cas d'inobservation des obligations de remises en état, toute nouvelle autorisation d'exploitation peut être refusée.

Article 2.6.2.2. Modalités de remise en état

La remise en état du site est à vocation écologique. Un plan de l'état final attendu est en annexe 5.

La remise en état doit également respecter l'article 12.1.3 du présent arrêté.

Elle comporte notamment la mise en œuvre des mesures suivantes :

- en zone d'extraction Nord :

- la création d'un plan d'eau par remontée naturelle du niveau d'eau de la nappe phréatique des terrains périphériques jusqu'à la cote 429,5 m NGF d'un volume d'environ 1 million de m³,

- en zone d'extraction Sud :

- la remise à l'état topographique initial par remblayage avec des déchets inertes et le reboisement,

- autres secteurs :

- le reboisement des zones de stockage et de traitement,
- la préservation de deux mares au sud-ouest de la zone d'extraction Nord,
- la sécurisation du front de taille sud-est accueillant les hirondelles des rochers,
- la sanctuarisation du front de taille nord-est où réside le Grand-Duc,
- la conservation de zones nues favorables au petit gravelot.

ARTICLE 2.6.3. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES DE REMISE EN ÉTAT

Article 2.6.3.1. Aires de circulation

Les aires de circulation provisoires et les aires de travail doivent être décapées des matériaux stabilisés qui auraient été régalez puis recouvertes de terre végétale en vue de leur végétalisation (mise en culture, reboisement...).

Article 2.6.3.2. Remblayage

Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Il doit être géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.

Le remblayage de la carrière est réalisé avec les stériles de découverte restés sur place. Le cas échéant, les boues issues des bassins de décantation seront intégrées (sous réserve d'absence de pollution), après séchage, au remblayage par mélange avec les stériles.

Seule le remblayage de la zone d'extraction sud de la carrière (hors d'eau) est autorisé avec des apports extérieurs de déchets minéraux inertes selon les modalités du titre 9 du présent arrêté.

La terre végétale extraite du site recouvre au final les terrains remblayés et exploités.

CHAPITRE 2.7 - RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.7.1. RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement (produits absorbants...).

CHAPITRE 2.8 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.8.1. PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les installations dans le paysage. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

L'exploitant prend également les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, boues... Des dispositifs d'arrosage et de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.

ARTICLE 2.8.2. ESTHÉTIQUE

Les abords des installations, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet (eaux) et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

L'exploitant met en place tout aménagement paysager, notamment sous forme de haie végétale, permettant de diminuer les impacts visuels des activités.

CHAPITRE 2.9 - DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisances non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté sont immédiatement portés à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.10 - INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.10.1. DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.11 - RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et ses modifications éventuelles,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couverte par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté.

Articles	Documents	Périodicité
2.1.2	Consignes d'exploitation de l'ensemble des installations	À jour
3.2	Rapports de mesures des poussières dans l'environnement	Selon périodicité
4.1	Registre des consommations d'eau du réseau public	Mensuel
4.1	Registre des prélèvements d'eaux pluviales	Mensuel
4.1	Résultats des vérifications des disconnecteurs	À jour
4.2.2	Plan des réseaux des effluents liquides	À jour
4.3.3.2	Justificatifs d'entretien des séparateurs hydrocarbures	Annuel
04/03/08	Registre des volumes d'eaux de recyclage et d'appoint	Hebdomadaire
5.1.2	Plan de gestion des déchets inertes	Tous les 5 ans

5.2.6	Bordereaux de suivi des déchets dangereux + Liste des transporteurs utilisés	À jour
5.2.8	Registre chronologique de production et d'expédition des déchets	À jour
6.1.1-8.2.1	Inventaire des substances dangereuses - Fiches de données de sécurité des produits chimiques	À jour
8.3.4	Rapport de vérification des installations électriques et registre des mesures prises par l'exploitant à la suite de la vérification	Annuel
8.4.1	Registre de vérification des rétentions	À jour
8.5.2	Registre de vérification des moyens de lutte contre l'incendie	À jour
9.1.1	Registre chronologique d'entrée des déchets inertes (admission et refus)	À jour
10.2.1	Résultats d'analyses des rejets aqueux	Semestriel
10.2.2	Résultats des mesures des niveaux sonores	Selon périodicité
10.2.3	Résultats des mesures de vibrations et de surpressions acoustiques – Registre des tirs	A chaque tir
10.2.4	Bilan des mesures de retombées de poussières dans l'environnement	Annuel
10.2.5	Résultats de la qualité des eaux souterraines	Semestriel
10.2.6	Résultats de la qualité des eaux de sources	Semestriel
10.2.7	Registre de curage des bassins de décantation des eaux de ruissellement	Annuel
10.4.1	Suivi annuel d'exploitation (plan et rapport d'activités)	Annuel

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

CHAPITRE 2.12 - RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE

L'exploitant doit transmettre les documents suivants :

Article	Document (se référer à l'article correspondant)	Périodicité / Échéance	Destinataire
1.7.3	Établissement des garanties financières	Dès la mise en activité de l'installation	Préfet
1.7.4	Renouvellement des garanties financières	3 mois avant la date d'échéance des garanties en cours	Préfet
1.9.1	Modification des installations	Avant la modification si notable	Préfet
1.9.2	Mise à jour des études d'impact et de dangers	En cas de modifications notables	Préfet
1.9.4	Changement d'exploitant	Avant le changement d'exploitant	Préfet
1.9.5	Cessation d'activité	6 mois avant l'arrêt définitif	Préfet
2.3.6	Dossier préalable aux travaux d'extraction	Avant le début de l'exploitation	Préfet
2.3.6	Notification de mise en service de l'installation	Avant le début de l'exploitation	Préfet Maire de Mont-Saint-Vincent
2.4.3	Patrimoine archéologique	En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques	Service régional d'archéologie
2.10.1	Déclaration des accidents et incidents	De suite après un accident ou incident	Inspection des installations classées

Article	Document (se référer à l'article correspondant)	Périodicité / Échéance	Destinataire
3.2	Plan de surveillance des retombées de poussières	Avant le début de l'exploitation	Préfet
5.1.2	Plan de gestion des déchets inertes	Avant le début de l'exploitation puis révision tous les cinq ans	Préfet
10.4.2	Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets	Avant le 31 mars de l'année suivante	Ministère chargé de l'environnement (site GEREP)

TITRE 3 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne doivent être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- la vitesse de circulation des camions et engins est limitée,
- les véhicules sont conformes aux normes réglementaires de construction,
- les chemins et voies d'accès sont régulièrement entretenus,
- un système d'arrosage des pistes est mis en place en période sèche, sauf si la commune est couverte par un arrêté préfectoral relatif à la sécheresse,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation ; pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- une aire de bâchage des camions est mis à la disposition des chauffeurs par l'exploitant.

ARTICLE 3.1.5. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

L'exploitant doit prendre des dispositions pour éviter l'émission et la propagation des poussières, notamment :

- les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières,
- les produits pulvérulents sont stockés sous abris,

- les engins de foration des trous de mines doivent être équipés d'un dispositif de dépoussiérage.

Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (dépoussiéreurs...).

CHAPITRE 3.2 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES DANS L'ENVIRONNEMENT

Conformément aux mesures de suivis prévues dans le dossier de l'exploitant, celui-ci établira un plan de surveillance des émissions de poussières dans l'environnement conforme à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé dès la notification du présent arrêté.

Chaque année l'exploitant doit établir un bilan des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 4 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 - ORIGINES, PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

La consommation d'eau du réseau public est destinée :

- aux locaux administratifs et techniques,
- à l'installation de lavage des matériaux (cuve à flocculant).

Les prélèvements d'eaux pluviales de ruissellement et d'exhaure collectées dans des bassins ou dans des cuves sont destinés :

- à l'arrosage des pistes et des stocks,
- à l'abattage des poussières au niveau de l'installation de traitement des matériaux,
- au lavage des matériaux.

L'installation de prélèvement d'eau sur le réseau public est munie d'un dispositif de mesure totalisateur agréé. Le relevé est effectué mensuellement et les résultats sont inscrits sur un registre. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le registre des consommations d'eau du réseau.

Les ouvrages de raccordement sur le réseau public sont équipés d'un disconnecteur dont le fonctionnement est vérifié par une société agréée. Les résultats des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

La consommation annuelle maximale d'eau du réseau public est de 250 m³.

Un suivi hebdomadaire des volumes prélevés d'eaux pluviales de ruissellement et d'exhaure collectées dans les bassins et dans les cuves doit être mis en place et enregistré sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (registre des prélèvements d'eau dans les bassins et les cuves).

L'utilisation de l'eau doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie.

Tout prélèvement d'eau dans la nappe est interdit.

Les eaux de lavage des matériaux sont recyclées à partir de plusieurs bassins de décantation.

CHAPITRE 4.2 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu au présent chapitre et au 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX

Un plan de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux et de collecte doit notamment faire apparaître :

- les types d'effluents liquides,
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejets internes et externes de toutes natures.

CHAPITRE 4.3 - TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

Les effluents rejetés dans le milieu naturel après traitement sont :

- les eaux usées sanitaires,
- les eaux de ruissellement sur les aires étanches,
- les eaux de ruissellement sur les surfaces d'exploitation,
- les eaux d'exhaure en fond de fouilles.

ARTICLE 4.3.2. EAUX SANITAIRES

Les eaux sanitaires sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

ARTICLE 4.3.3. EAUX DE RUISSellement SUR L'AIRE ÉTANCHE

Article 4.3.3.1. Aire étanche

Le lavage, le ravitaillement en carburants et le stationnement prolongé des engins de chantier, sont réalisés sur une aire étanche, entourée par un caniveau (ou une bordure) reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être dirigées, avant rejet, vers un décanteur séparateur d'hydrocarbures de classe 5 mg/l.

Article 4.3.3.2. Entretien et vidange du séparateur d'hydrocarbures

Le séparateur d'hydrocarbures doit être nettoyé, vidangé et contrôlé au moins une fois par an par une société agréée pour le transport et l'élimination des déchets. Il doit être vérifié régulièrement par un personnel désigné par l'exploitant. L'exploitant doit être en mesure de justifier cet entretien.

ARTICLE 4.3.4. EAUX DE RUISSellement SUR LES SURFACES D'EXPLOITATION ET EAUX D'EXHAURE

Les eaux de ruissellement sur les surfaces d'exploitation et les eaux d'exhaure sont collectées par différents bassins selon les plans schématiques de gestion des eaux de la carrière en annexe 6 et 7.

Une partie des eaux est prélevée pour l'abattage des poussières sur l'installation de traitement, l'arrosage des pistes et des stocks et le lavage des matériaux.

L'excédent des eaux de ruissellement collectées et décantées est rejeté dans le milieu naturel à l'extérieur du site.

ARTICLE 4.3.5. VALEURS LIMITES DE REJET DES EAUX RÉSIDUAIRES DANS LE MILIEU NATUREL

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux de ruissellement et d'exhaure dans le milieu naturel, les valeurs limites en concentrations ci-dessous définies :

Paramètre	Valeur limites de rejet (mg/l)
-----------	--------------------------------

MES	25 (norme NF T 90 105)
DCO	125 (norme NF T 90 101)
HCT	5 (norme NF T 90 114)

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Ces eaux résiduaires doivent par ailleurs avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5 et une température inférieure à 30 °C.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

ARTICLE 4.3.6. POINT DE REJET DANS LE MILIEU NATUREL

Le seul point de rejet final des eaux de ruissellement et d'exhaure se situe en bordure nord-ouest du site autorisé. Le rejet des eaux s'effectue dans un fossé.

Il est codifié n°1 (en sortie du bassin de décantation final codifié n°6 sur le plan en annexe 6).

ARTICLE 4.3.7. EAUX DE RUISSELLEMENT SUR LES SURFACES EN EXPLOITATION

Un réseau de dérivation (fossés périphériques et merlons) est mis en place afin d'empêcher :

- les eaux de ruissellement périphériques d'atteindre la zone en exploitation ;
- les eaux de ruissellement sur les surfaces en exploitation de rejoindre directement les cours d'eaux périphériques à l'emprise autorisée.

Les bassins de décantation sont protégés latéralement par un merlon afin d'éviter l'introduction d'une pollution accidentelle par ruissellement.

Un suivi semestriel de la qualité des rejets d'eaux internes issus de certains bassins de décantation et du décanteur/séparateur d'hydrocarbures est effectué selon l'article 10.2.1.

Les boues des bassins de décantation sont curés périodiquement selon l'article 10.2.7. Elles sont réutilisées dans le cadre du réaménagement de la carrière après analyse permettant de vérifier leur caractère inerte. A défaut les boues sont à éliminer dans une filière agréée.

ARTICLE 4.3.8. EAUX DE LAVAGE DES MATÉRIAUX

Les eaux de lavage des matériaux sont intégralement recyclées au sein d'une installation spécifique qui comprend principalement un bassin clarificateur, une cuve à floculant, une presse à boues, un bassin d'eau claire et un silo à boues. Elles circulent en circuit fermé et leur rejet à l'extérieur du site est interdit.

L'exploitant met en place un dispositif de mesure totalisateur sur la pompe du bassin d'eau claire. Il tient également à jour un registre de suivi hebdomadaire des volumes d'eau pompées du bassin d'eau claire et des eaux d'appoint (eaux de ruissellement et eau du réseau).

Le circuit de recyclage doit être conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, doit être prévu.

ARTICLE 4.3.9. UTILISATION DE FLOCULANTS

Le floculant utilisé contient au maximum 0,02 % d'acrylamide. L'exploitant détient les spécifications techniques précisant la composition chimique du floculant utilisé.

CHAPITRE 4.4 - ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS SUR LES PRÉLÈVEMENTS ET LES REJETS EN CAS DE SÉCHERESSE

L'exploitant réduit ses prélèvements* d'eau dans le milieu naturel et ses rejets en fonction des seuils d'alerte, alerte renforcée et de crise définis dans l'arrêté préfectoral cadre en vigueur fixant des mesures de préservation de la ressource en eau en période d'étiage, dans le département de Saône-et-Loire (selon les bassins hydrographiques).

* Sauf à démontrer que les besoins en eau ont été réduits au minimum par les mesures et techniques les plus adaptées. Un document spécifique comportant les éléments justificatifs utiles est mis à la disposition en cas de contrôle

CHAPITRE 4.5 - SUIVI DES EAUX SOUTERRAINES

ARTICLE 4.5.1. RÉSEAUX DE SURVEILLANCE

L'exploitant met en place, avant le début de l'exploitation de la carrière, un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué d'au minimum 3 piézomètres (un en amont et deux en aval hydraulique).

L'emplacement et les caractéristiques de ces piézomètres sont définis à partir d'une étude réalisée par un hydrogéologue qualifié précisant le sens d'écoulement de la nappe, le nombre de piézomètres à retenir, leur localisation, leur profondeur ainsi que le niveau à surveiller. Leur implantation doit permettre le suivi représentatif de la nappe d'eau souterraine impactée par les activités de la carrière.

La fréquence et les modalités de l'auto-surveillance sont définies à l'article 10.2.6.

CHAPITRE 4.6 - SUIVI DES SOURCES HORS DE L'EMPRISE

L'exploitant met en place un plan de suivi de la qualité des eaux de sources qui peuvent être impactées par l'activité de la carrière au niveau :

- des sources alimentant la rigole de Marigny au nord-ouest de l'emprise,
- des sources alimentant le hameau le Rot sur la commune de Collonge-en-Charollais au sud-est de l'emprise (dont celle déclarée en mairie).

La fréquence et les modalités de l'auto-surveillance sont définies à l'article 10.2.6.

TITRE 5 – DÉCHETS

CHAPITRE 5.1 - PRINCIPES DE GESTION DES DÉCHETS D'EXTRACTION INERTES ET TERRES NON POLLUÉES RÉSULTANT DU FONCTIONNEMENT DE LA CARRIÈRE ET DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les déchets d'extraction inertes et terres non polluées issues de l'exploitation de la carrière proviennent : du décapage des terrains (terre végétale et matériaux de découverte), des stériles de traitement des matériaux et des boues des bassins de décantation.

Les zones de stockage provisoire des déchets d'extraction inertes et terres non polluées issues de l'exploitation de la carrière sont incluses dans la carrière.

ARTICLE 5.1.1. STOCKAGE DES DÉCHETS D'EXTRACTION INERTES ET DES TERRES NON POLLUÉES RÉSULTANT DE L'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets d'extraction inertes et les terres non polluées utilisées pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

ARTICLE 5.1.2. PLAN DE GESTION DES DÉCHETS D'EXTRACTION ET TERRES NON POLLUÉES

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière conformément à l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation et joint au dossier préalable définit à l'article 2.3.6.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au Préfet.

CHAPITRE 5.2 - PRINCIPES DE GESTION DES DÉCHETS AUTRES QUE LES DÉCHETS D'EXTRACTION INERTES ET TERRES NON POLLUÉES RÉSULTANT DU FONCTIONNEMENT DE LA CARRIÈRE

ARTICLE 5.2.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

ARTICLE 5.2.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les déchets d'emballage visés par les articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement et R 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-127 à R. 543-135 du code de l'environnement relatifs à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-196 à R. 543-201 du code de l'environnement.

ARTICLE 5.2.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE TRANSIT DES DÉCHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

ARTICLE 5.2.4. DÉCHETS ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées.

ARTICLE 5.2.5. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

Seul l'élimination des déchets inertes admis au titre 9 du présent arrêté sont autorisés dans la carrière. Tout brûlage à l'air libre est interdit.

ARTICLE 5.2.6. TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit faire l'objet de l'émission d'un bordereau électronique de suivi de déchets conformément à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-61 du code de l'environnement relatifs au transport par route, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.2.7. PRINCIPAUX DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

Les principaux déchets produits par l'établissement sont :

Nature du déchet	Codes déchets	Quantité maximale de stockage	Mode de stockage temporaire sur site
Ferrailles	17 04 05	5 t	Benne
Emballages contenant des résidus de substances dangereuses	15 01 10*	400 litres	Fûts
Chiffons souillés	15 02 02*	200 litres	Sacs
Boues de séparateur d'hydrocarbures	13 05 03*	Volume du séparateur	-
Huiles usagées	13 02 00*	3000 litres	Cuve dédiée
Batteries usagées	16 06 00	50 litres	Fût

*déchets dangereux conformément au code de l'environnement

ARTICLE 5.2.8. REGISTRE

L'exploitant tient à jour un registre de production et d'expédition des déchets conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et il est tenu à la disposition du service chargé de l'inspection des installations classées.

TITRE 6 – SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES

CHAPITRE 6.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1. IDENTIFICATION DES PRODUITS

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de données de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.

ARTICLE 6.1.2. ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET MÉLANGES DANGEREUX

Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munis du pictogramme défini par le règlement susvisé.

TITRE 7 – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 7.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 7.1.1. AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement sont applicables.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour réduire à la source les émissions sonores liées aux activités et respecter les valeurs admissibles précisées aux articles 7.2.1 et 7.2.2 ci-dessous.

ARTICLE 7.1.2. VÉHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement).

Les engins de chantier sont équipés d'avertisseur de recul de type « cri du lynx ».

ARTICLE 7.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 7.2 - NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 7.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible de 07 h à 22 h du lundi au vendredi et hors jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus, dans les zones à émergence réglementée.

Les zones à émergence réglementée se situent au niveau des habitations les plus proches des hameaux environnants suivants :

- au nord : Bourgueil,
- au sud : Lavau et Le Rot
- à l'ouest : Le Brouillard.

ARTICLE 7.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux de bruit ne doivent pas dépasser en limite du périmètre autorisé les valeurs suivantes pendant la période de travail :

Périodes	De 07 h à 22 h du lundi au vendredi et hors jours fériés
----------	--

CHAPITRE 7.3 - VIBRATIONS

Les dispositifs d'abattage à l'explosif et notamment les charges unitaires mises en œuvre doivent être adaptés à la progression des fronts de taille vers les constructions voisines. A ce titre, l'exploitant définit des plans de tirs adaptés.

Les tirs de mines sont interdits en période nocturne.

ARTICLE 7.3.1. TIRS DE MINES

Article 7.3.1.1. Valeurs limites de vibration et de surpression acoustique

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence (en Hertz)	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine, les monuments et autres constructions.

Le respect de la valeur limite ci-dessus est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

La valeur limite de surpression acoustique est de 125 décibels linéaires.

Article 7.3.1.2. Périodes autorisées

Les tirs de mines ne sont autorisés que du lundi au vendredi de 9h à 12 h et de 14h à 18h et en dehors des jours fériés.

Article 7.3.1.3. Information des tiers

L'exploitant informe le maire de la commune de Mont-Saint-Vincent et les habitants les plus proches des zones de tirs, au moins 48 heures à l'avance, du jour et de l'heure de chaque tir de mines.

ARTICLE 7.3.2. CAS GÉNÉRAL

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

TITRE 8 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 8.1 - PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions

normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées; depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 8.2 - CARACTÉRISATION DES RISQUES

ARTICLE 8.2.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES PRÉSENTES DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.

CHAPITRE 8.3 - ACCÈS ET CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture se situe au minimum à 10 m des bords de l'excavation.

ARTICLE 8.3.1. CONTRÔLE DES ACCÈS

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

ARTICLE 8.3.2. ZONE DANGEREUSE

L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

ARTICLE 8.3.3. ACCÈS À LA VOIRIE PUBLIQUE

L'accès à la voirie publique doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

ARTICLE 8.3.4. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE À LA TERRE

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

ARTICLE 8.3.5. TIRS DE MINES

L'exploitant assure la sécurité des personnes et des biens lors des tirs de mines.

CHAPITRE 8.4 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 8.4.1. ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.4.2. ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PRÉPARATIONS DANGEREUSES

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

À proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondants aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

ARTICLE 8.4.3. RÉTENTIONS

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 1000 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 1000 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité.

ARTICLE 8.4.4. RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RÉTENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. Les rétentions sont protégées des intempéries.

ARTICLE 8.4.5. TRANSPORTS – CHARGEMENTS – DÉCHARGEMENTS

Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

ARTICLE 8.4.6. KIT DE PREMIÈRE INTERVENTION

Des kits de première intervention sont disponibles sur la carrière en cas de pollution accidentelle par les hydrocarbures.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terres souillées sont immédiatement excavées et évacuées vers un centre de traitement agréé.

ARTICLE 8.4.7. ISOLEMENT

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris, les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

ARTICLE 8.4.8. RISQUES NATURELS

Toutes les mesures sont prises pour éviter qu'en cas d'inondation, les produits de toute nature susceptibles de polluer les eaux ne puissent être entraînés.

CHAPITRE 8.5 - MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 8.5.1. DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude des dangers, à l'avis du SDIS et aux réponses de l'exploitant rendus en phase d'examen du dossier de demande d'autorisation environnementale en matière de défense incendie extérieure et de rétention des eaux d'extinction.

ARTICLE 8.5.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an.

L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.5.3. CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

En particulier, les interdictions de fumer et de pénétrer avec une flamme nue dans les secteurs présentant des risques particuliers d'explosion et d'incendie sont affichées de manière visible.

ARTICLE 8.5.4. CONSIGNES GÉNÉRALES D'INTERVENTION

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Une personne désignée assure l'accueil et le guidage des moyens sapeurs-pompiers sur le site pendant la durée de l'intervention.

TITRE 9 – ADMISSION, RECYCLAGE ET STOCKAGE DES DÉCHETS INERTES EXTÉRIEURS

ARTICLE 9.1.1. RÈGLES D'ADMISSIONS DES DÉCHETS INERTES

L'installation est autorisée à recevoir des déchets inertes en provenance de chantiers locaux de terrassement et de travaux publics afin de les recycler en vu de leur réutilisation sur une plate-forme dédiée en entrée de site et dans le cadre unique de la remise en état de la zone d'extraction sud à des fins de valorisation.

L'admission des déchets doit se faire conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Ces apports devront aussi souvent que possible s'effectuer par contre-voyage de matériaux de la carrière.

ARTICLE 9.1.2. VOLUMES AUTORISÉS DE DÉCHETS INERTES À RECYCLER ET À STOCKER

Les apports de déchets inertes extérieurs sont en fonction de leur qualité :

- recyclés à l'aide d'une unité mobile de criblage et concassage sur une plate-forme dédiée en partie nord-est de l'emprise (prêche de l'entrée de la carrière),
- stockés dans la zone d'extraction sud.

Le volume total de déchets inertes nécessaire et autorisé pour le réaménagement de la zone d'extraction sud est de 672 000 tonnes. Le volume annuel maximum autorisé pouvant être admis en remblaiement est de 45 000 tonnes.

Le volume annuel maximum de déchets inertes pouvant être admis en vu de leur recyclage est de 10 000 tonnes.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection un registre de la production de granulats recyclés (quantités annuelles).

ARTICLE 9.1.3. DÉCHETS ADMISSIBLES POUR LE REMBLAYAGE

Les déchets admissibles sur le site de la carrière pour sa remise en état sont les suivants :

Code déchet	Description (1)	Restriction
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés.
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés.
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés.
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés.
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés.
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la tourbe et de la terre végétale
(1) Annexe II à l'article R. 541-8 du code de l'environnement.		

Tous autres déchets que ceux listés dans le tableau ci-dessus sont interdits sur le site.

Les déchets présentant un caractère dangereux ou des caractéristiques physiques inadaptées tel que défini au I de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé sont interdits sur le site.

Article 9.1.4. REGISTRE D'ADMISSION DES DÉCHETS INERTES

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres des déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement sont applicables aux installations.

TITRE 10 – SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 10.1 - PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 10.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions des installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance des émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions des installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesures, de paramètres et de fréquences pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que la conservation des données d'auto surveillance.

ARTICLE 10.1.2. REPRÉSENTATIVITÉ ET CONTRÔLE

Les mesures effectuées sous la responsabilité de l'exploitant doivent être représentatives du fonctionnement des installations surveillées.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 171-1 à L. 171-6 et L. 514-8 du code de l'environnement.

Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et réaliser des mesures de niveaux sonores et vibratoires. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE 10.2 - MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 10.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

L'exploitant fait réaliser semestriellement les mesures de la qualité des eaux aux points de rejets internes des bassins 2, 4 et 5. Ces analyses, effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs limites fixées à l'article 4.3.5. En cas de dépassement, l'exploitant prend les mesures correctives appropriées.

L'exploitant fait réaliser semestriellement les mesures de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel au point de rejet n°1 en sortie de bassin n°6 (rejet externe) et en sortie de décanteur/séparateur d'hydrocarbures (rejet interne). Ces analyses, effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, doivent permettre de vérifier le respect des dispositions de l'article 4.3.5.

Les mesures sur les paramètres considérés sont réalisées par un organisme accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées.

Tous les résultats de ces analyses sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à jour un tableau de synthèse de l'historique des résultats pour tous les points de rejets.

ARTICLE 10.2.2. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans les 6 mois suivant la date de mise en exploitation de la surface en extension puis au minimum tous les 3 ans.

Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dans les conditions représentatives de l'exploitation.

Les résultats de ces mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 10.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES VIBRATIONS

Chaque tir de mine fait l'objet de mesures de vibrations et de surpressions acoustiques. Les points de mesure sont choisis et aménagés en fonction de la zone de tir. Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures. Il est tenu, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les mesures de vibrations et de surpressions acoustiques s'effectuent au niveau des habitations et infrastructures les plus proches des hameaux environnants suivants :

- au nord : Bourgueil,
- au sud : Lavau et Le Rot
- à l'ouest : Le Brouillard.

En fonction des résultats des mesures et de l'implantation des tirs de mines, les points de mesures pourront être limités aux habitations les plus exposées.

ARTICLE 10.2.4. AUTO SURVEILLANCE DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES

Les mesures des retombées de poussières s'effectuent dans les conditions fixées au chapitre 3.2.

ARTICLE 10.2.5. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux).

Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Le niveau piézométrique est relevé à chaque prélèvement.

Les analyses des eaux prélevées portent sur les polluants suivants :

Paramètres	Fréquence	Méthodes de référence
Niveau piézométrique	Semestrielle	Normes en vigueur
pH		
Matières en suspension totales (MEST)		
Demande chimique en oxygène (DCO)		
Hydrocarbures (HCT)		
Acrylamide, monomère et ses dérivés		

Les prélèvements, les conditions d'échantillonnage et les analyses doivent être réalisés selon les règles de l'art et les normes en vigueur. L'eau prélevée doit faire l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation.

Les résultats commentés de ces analyses et des mesures de niveau sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Toute anomalie est signalée sans délai.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'inspecteur

des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Une carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le(s) sens d'écoulement de la nappe est réalisée à l'occasion de chaque prélèvement.

Pour chaque puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).

Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant pendant au moins toute la durée de l'exploitation.

ARTICLE 10.2.6. SUIVI DE LA QUALITÉ DES SOURCES HORS EMPRISE

Des analyses de la qualité des eaux de sources tel que défini au chapitre 4.6 sont réalisées deux fois par an, en période de basses et hautes eaux. Les paramètres à mesurer sont définis à l'article 4.3.5 et doivent être réalisés par un laboratoire agréé pour les paramètres considérés.

Les résultats de ces mesures sont archivés par l'exploitant pendant au moins toute la durée de l'exploitation.

Les résultats commentés de ces analyses sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Toute anomalie est signalée sans délai.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux de sources sur les paramètres considérés, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'inspecteur des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Article 10.2.7. CURAGE DES BASSINS DE DÉCANTATION

Les bassins de décantation des eaux de ruissellement de la carrière doivent faire l'objet de curages réguliers afin de maintenir leur capacité de traitement et d'obtenir une qualité de rejet des eaux conformes à l'article 4.3.5. Un curage au minimum annuel devra être effectué en période de moindre impact pour la faune aquatique (octobre-novembre). Toute opération de curage exceptionnelle devra faire l'objet d'un avis préalable d'un écologue. Un registre des opérations de curage avec toutes les informations nécessaires pour la traçabilité des déchets produits devra être tenu à jour et à disposition de l'inspection.

CHAPITRE 10.3 - SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

ARTICLE 10.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 10.2, concernant son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

ARTICLE 10.3.2. ANALYSE ET CONSERVATION DES RÉSULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

Les résultats des mesures réalisées en application du chapitre 10.2 sont analysés par l'exploitant et tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont conservés pendant toute la durée de la présente autorisation.

CHAPITRE 10.4 - BILANS PÉRIODIQUES D'EXPLOITATION

ARTICLE 10.4.1. SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION – PLAN

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,
- les bords de la fouille,
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...) et des stocks de matériaux,
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- le positionnement et les hauteurs des fronts,
- les zones de stockages de déchets d'extraction inertes et terres non polluées provenant de l'activité,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Les surfaces S1, S2 et S3 (cf. chapitre 1.7) des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.

Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, produites et commercialisées, les quantités de stériles, les tirs de mine effectués, les volumes remblayés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, eau, air...), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan susnommé.

Un exemplaire de ce plan et ses annexes sont conservés avec les documents listés à l'article 2.11 et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce plan doit être réalisé par un géomètre qualifié, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

ARTICLE 10.4.2. DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS POLLUANTES ET DES DÉCHETS

L'exploitant est tenu de se conformer aux prescriptions de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (application GERP en ligne).

TITRE 11 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES A L'AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT AU TITRE DES ARTICLES L.214-13 et L.341-3 DU CODE FORESTIER

ARTICLE 11.1.1. SURFACES AUTORISÉES

Est autorisé le défrichement de 4,2091 hectares de bois situés sur la commune de Mont-Saint-Vincent (71) et dont les références cadastrales sont les suivantes :

COMMUNE	SECTION	Numéro	Surface de la parcelle cadastrale	Surface concernée par le défrichement(ha)
Mont-Saint-Vincent	B	8	3,93	0,02
Mont-Saint-Vincent	B	9	4,06	1,19
Mont-Saint-Vincent	B	10	4,11	0,79
Mont-Saint-Vincent	B	11	3,6	0,39
Mont-Saint-Vincent	B	12	3,74	0,49

Mont-Saint-Vincent	B	13	4,08	0,54
Mont-Saint-Vincent	B	14	3,87	0,43
Mont-Saint-Vincent	B	15	3,74	0,34
Mont-Saint-Vincent	B	16	3,64	0,04

La durée de validité de cette autorisation est de 16 ans à compter de la date de notification de l'arrêté d'autorisation. Elle peut être prorogée dans les conditions définies aux articles D.341-7-1 et 2 du code forestier.

ARTICLE 11.1.2. CONDITIONS : COMPENSATIONS

Conformément aux dispositions de l'article L.341-6 du code forestier qui dispose que toute autorisation de défrichement est subordonnée à des conditions, le pétitionnaire devra exécuter des travaux de boisement ou reboisement pour une surface correspondant à 4 fois la surface défrichée (surface arrondie à 16,80 ha), ou d'autres travaux d'amélioration sylvicoles d'un montant équivalent s'élevant à 39 733,90 €. Le pétitionnaire pourra toutefois se libérer de cette obligation en versant au fonds stratégique de la forêt et du bois une indemnité d'un montant équivalent aux travaux de boisement compensateur, soit dans ce cas d'un montant de 39 733 €.

La carrière de Mont-Saint-Vincent opte pour une compensation par boisement de 16,84 ha, à réaliser sur les propriétés de Messieurs Robert PETIT et Patrick PETIT.

Cette compensation fait l'objet de deux conventions pour la réalisation de boisement compensateur signées le 22 novembre 2021 et le 3 mars 2023 entre les propriétaires des terrains et le représentant des carrières du Mont-Saint-Vincent.

L'ensemble de ces boisements compensateurs représentent 16,84 ha. Ils sont prévus en essences résineuses et feuillues et devront répondre à des densités et des essences conformes à l'arrêté n°22-507 BAG du 7 septembre 2022 modifié, relatif à l'emploi des matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'État sous forme de subventions ou d'aides fiscales pour le boisement, reboisement et boisement compensateur après défrichement.

Les travaux prescrits par la présente autorisation doivent être réalisés dans les 5 ans suivant la signature de la présente autorisation dans des conditions permettant d'en garantir la pérennité (entretien, maîtrise foncière). Les parcelles boisées devront bénéficier d'une garantie de gestion durable en intégrant le plan simple de gestion forestier des consorts PETIT.

ARTICLE 11.1.3. RÈGLES DE PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article L.341-4 du code forestier, la présente autorisation de défrichement fait l'objet, par les soins du bénéficiaire, d'un affichage sur le terrain de manière visible de l'extérieur ainsi qu'à la mairie de situation du terrain. L'affichage a lieu quinze jours au moins avant le début des opérations de défrichement ; il est maintenu à la mairie pendant deux mois et sur le terrain pendant la durée des opérations de défrichement. Il appartient au demandeur d'avertir le maire, en temps voulu, de la date de commencement des travaux afin qu'il puisse assurer cet affichage.

Le demandeur dépose à la mairie de situation du terrain le plan cadastral des parcelles à défricher, qui peut être consulté pendant la durée des opérations de défrichement. Mention en est faite sur les affiches apposées en mairie et sur le terrain.

Il est rappelé que c'est la date du plus tardive des deux affichages précédemment décrits (sur le terrain et en mairie) qui constitue le point de départ du délai de deux mois de recours des tiers. En cas de contestation d'un tiers, le défaut de la preuve de la régularité de cet affichage fait obstacle à l'expiration du délai de recours des tiers.

TITRE 12 – MESURES RELATIVES A LA PROTECTION DES ESPÈCES PROTÉGÉES

L'absence de nécessité d'une dérogation à l'interdiction de porter atteinte aux espèces protégées est subordonnée au respect des mesures en faveur de la biodiversité prévue dans le dossier.

ARTICLE 12.1.1. MESURES D'ÉVITEMENT

- E1 : Évitement temporel du défrichement (E4.1a) :

Les périodes pour réaliser la coupe des arbres et taillis à respecter est comprise entre le 1/09 et le 15/03 et pour le dessouchage du 1/04 au 30/11. Pour les arbres à gîtes potentiels ou écorces décollées, l'abattage doit intervenir du 1/09 au 31/10.

- E2 : Évitement géographique (E2.2a) :

Le fossé à l'ouest du chemin d'accès à la zone sud de la carrière doit être remis en forme de façon à créer une pente forte coté chemin (pour éviter l'accès des amphibiens) et une pente douce coté ouest pour éviter tout retour des amphibiens vers le boisement à l'est du chemin.

Une protection doit être mise en place autour de la mare située à l'ouest de la zone d'exploitation pour éviter toute intrusion d'engin sur son pourtour.

- E3 : Évitement temporel de la création d'un nouveau bassin (E4.1) :

Un bassin doit être créé vers lequel sera acheminé les eaux de pompage des eaux souterraines. Ce nouveau bassin doit être aménagé hors de période d'activité aquatique des amphibiens.

- E4 : Redéfinition du projet (E3.2b) :

Le raccordement de la surverse du bassin actuel au nouveau bassin de pompage doit être mise en place par un fossé de fond de carrière ou par une canalisation enterrée.

ARTICLE 12.1.2. MESURES DE RÉDUCTION

- R1 : Adaptation des modalités de circulation des engins de chantier et dispositif permettant d'éloigner les espèces à enjeux et/ou limitant leur installation (R2.1a – R2.1i) :

Le chemin d'accès à la zone sud de la carrière, situé entre le fossé et le boisement doit être reprofilé et réglé en pente unique vers le fossé ouest de façon à limiter les rétentions d'eau dans d'éventuelles ornières et permettre l'écoulement des eaux vers le fossé. La suppression des ornières doit être réalisée régulièrement notamment en période de reproduction du Sonneur à ventre jaune (du 15/04 au 15/08).

- R2 : Clôture anti-pénétration pour les amphibiens dans les emprises (R2.2j) :

Une barrière à amphibien doit être installée le long du chemin d'accès à la zone sud pour éviter tout retour des amphibiens sur le chemin.

Un suivi du bon fonctionnement du dispositif est mis en œuvre lors de la migration pré-nuptiale.

La localisation des aménagements est illustrée en annexe 8 figure 91.

- R3 : Limitation de l'emprise des travaux (R1.1a) :

Au nord et au nord-est, des espaces doivent être préservés de toute exploitation et circulation d'engin pour :

- les amphibiens avec l'existence du chapelet de mares en lisière Nord,
- le Grand Duc sur les falaises nord et nord est,
- l'Hirondelle des rochers au centre est,
- l'Alouette lulu, il est nécessaire d'éviter tout entrepôt de matériel ou de stockage de matériaux au Nord de l'aire de stockage actuelle.

Ces mesures sont illustrées en annexe 8 figures 89 et 92.

- R4 : Dispositif de lutte contre les espèces exotiques envahissantes (R2.1f) :

Les actions devront être préventives et curatives.

ARTICLE 12.1.3. MESURES DE REMISE EN ÉTAT

Avec l'arrêt de l'activité, les systèmes de pompage des eaux de fond de carreau devront être retirés. Le niveau des eaux va donc monter au fond du carreau sur la partie Nord.

- création d'un réseau de mares et d'ornières sur la périphérie de l'exploitation complémentaires à celles existantes,
- extension du linéaire de falaises pour le Hibou Grand Duc et pour l'Hirondelle des rochers,
- création d'un plan d'eau par remontée naturelle des eaux ; lorsque le site ne relève plus de la réglementation ICPE, la régularisation du plan d'eau doit faire l'objet d'une procédure au titre de la réglementation sur l'eau en vigueur.

Zones sans aménagement : des espaces seront laissés tel qu'ils sont en fin d'exploitation pour permettre à la nature d'évoluer librement et permettre aux espèces pionnières de s'y installer. Ces zones permettront d'accueillir l'Alouette lulu et l'Engoulevement d'Europe.

La partie sud doit retrouver son habitat boisé par la mesure d'aide au reboisement par plantation d'essences adaptées à l'évolution du climat.

L'illustration de la remise en état se trouve en annexe 8 figure 94

ARTICLE 12.1.4. MESURES DE SUIVI

Un suivi écologique de l'ensemble des espèces protégées présentes sur le site est réalisé en années N+1, 3, 5, 10, puis tous les 5 ans, afin d'obtenir un recensement complet des espèces présentes sur le site de la carrière (N correspond à l'année de l'autorisation délivrée par le présent arrêté).

Un suivi post-exploitation est réalisé en année N+1 et N+5 après la fin de l'autorisation d'extraire, pour vérifier la fonctionnalité de la remise en état et permettre d'apporter des mesures correctives si besoin.

Un suivi de l'ensemble des mesures d'évitement, de réduction et de remise en état (pour les mesures réalisées avant la fin de l'exploitation) est réalisé selon le même calendrier.

TITRE 13 - EXÉCUTION DE L'ARRÊTÉ

ARTICLE 13.1.1. ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS

L'administration se réserve la faculté de fixer ultérieurement des prescriptions complémentaires que le fonctionnement ou la transformation de cette installation rendrait nécessaire pour la protection de l'environnement et ce, sans que le titulaire puisse prétendre de ce chef à une indemnité ou à un dédommagement quelconque.

ARTICLE 13.1.2. PUBLICATION

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par voie administrative.

En vue de l'information des tiers :

- une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de la commune de Mont-Saint-Vincent et peut y être consulté ;
- un extrait dudit arrêté, énumérant les prescriptions, est affiché à la mairie de Mont-Saint-Vincent pendant une durée minimum d'un mois, procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé à la préfecture ;

- l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'état dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 13.1.3. DIFFUSION

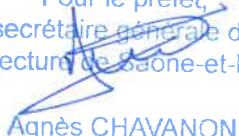
La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le sous-préfet d'Autun, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté et le maire de Mont-Saint-Vincent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie dudit arrêté sera également adressée :

- au responsable de l'unité interdépartementale 39-71 de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté – Mâcon,
- au directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,
- au directeur départemental des territoires,
- au chef de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine,
- au directeur régional des affaires culturelles,
- au directeur de l'agence régionale de santé,
- au directeur régional de l'office français de la biodiversité,
- au directeur de l'office national des forêts,
- au président du conseil départemental,
- au directeur des archives départementales,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- au directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile,
- au maire de Mont-Saint-Vincent,
- au pétitionnaire.

A Mâcon, le **26 OCT. 2023**

Le préfet

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

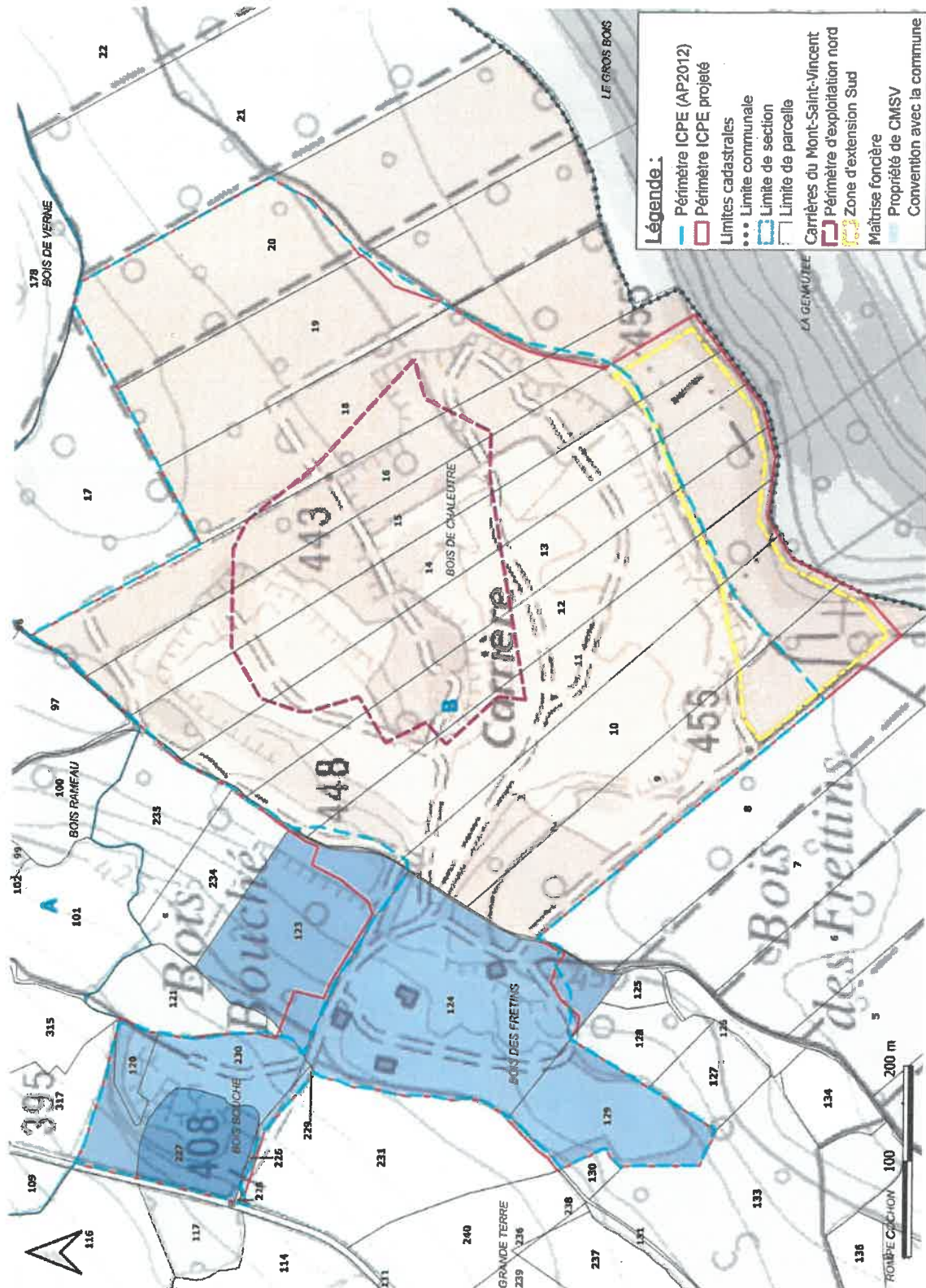
2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ANNEXE 1 : Plan cadastral parcellaire

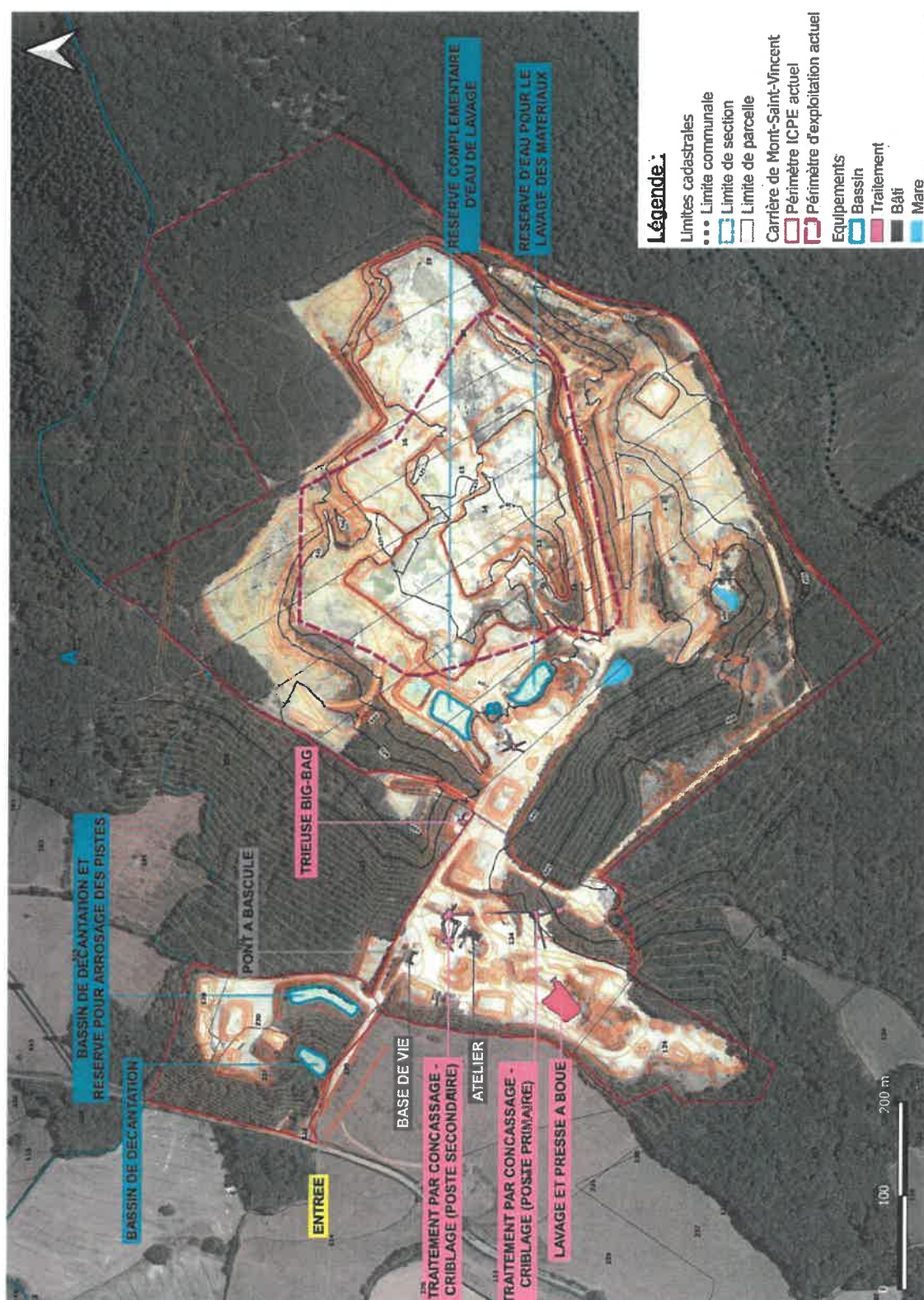


*Vu pour être annexé à
notre arrêté en date de ce jour
Mâcon, le 26 OCT. 2023*

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

ANNEXE 2 : plan général des installations et de l'emprise autorisée



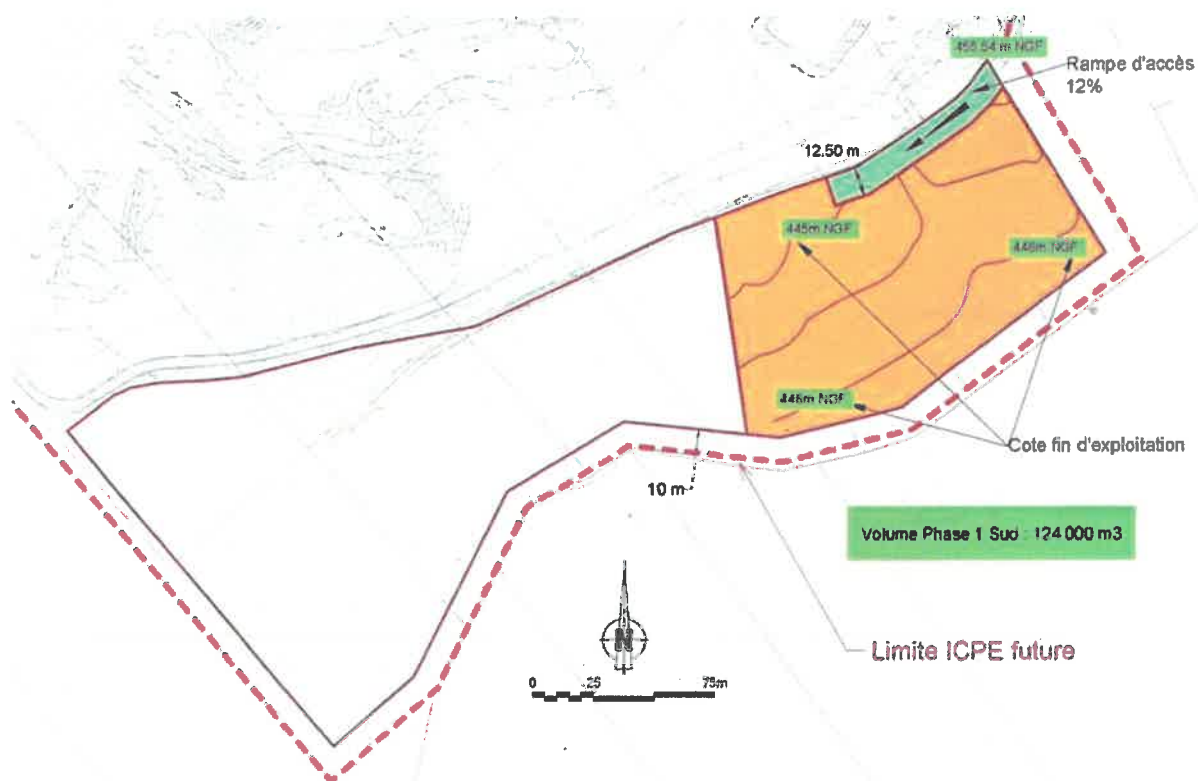
Vu pour être annexé à
notre arrêté en date de ce jour
Mâcon, le 26 OCT, 2023

Pour le préfet
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

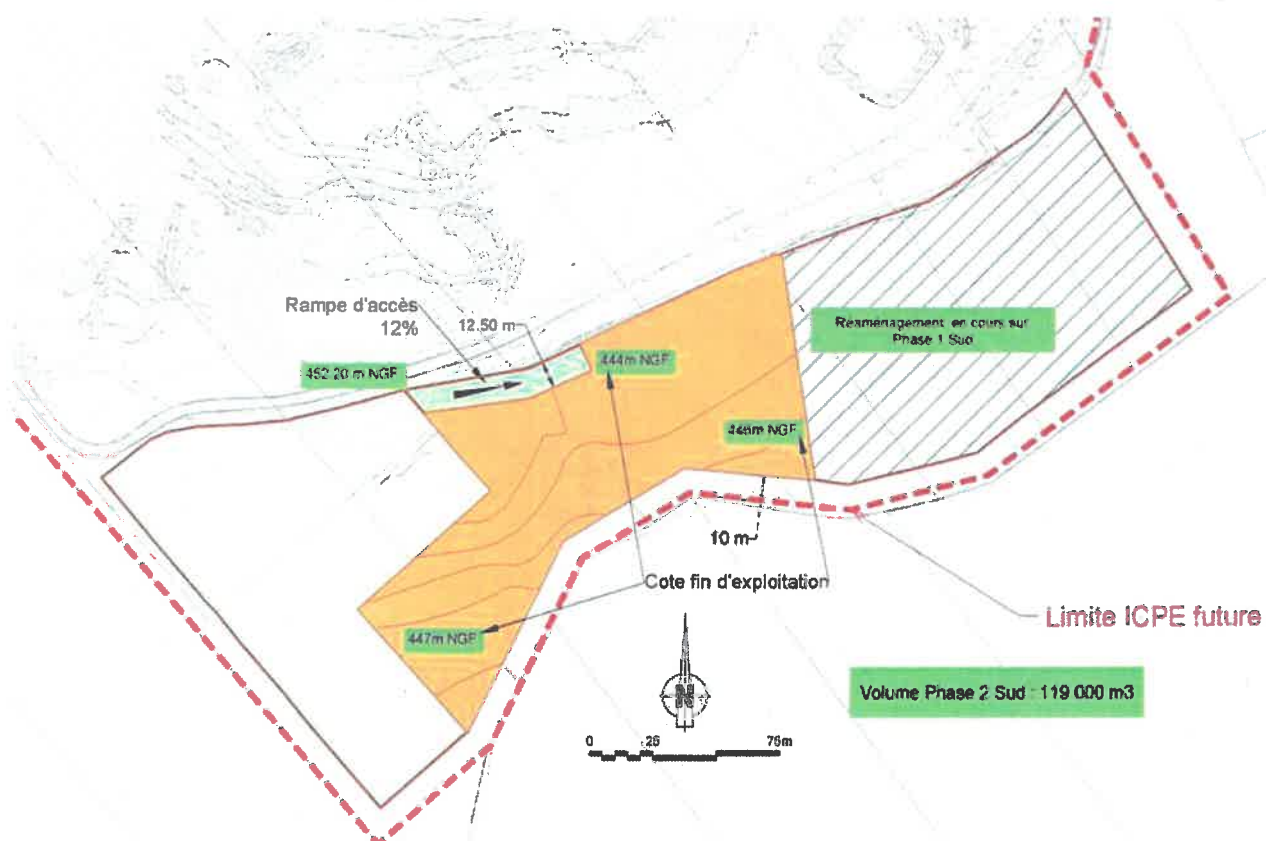
Agnès CHAVANON

ANNEXE 3 : Phasage du défrichement, de l'exploitation et de la remise en état de l'extension Sud

PHASE 1



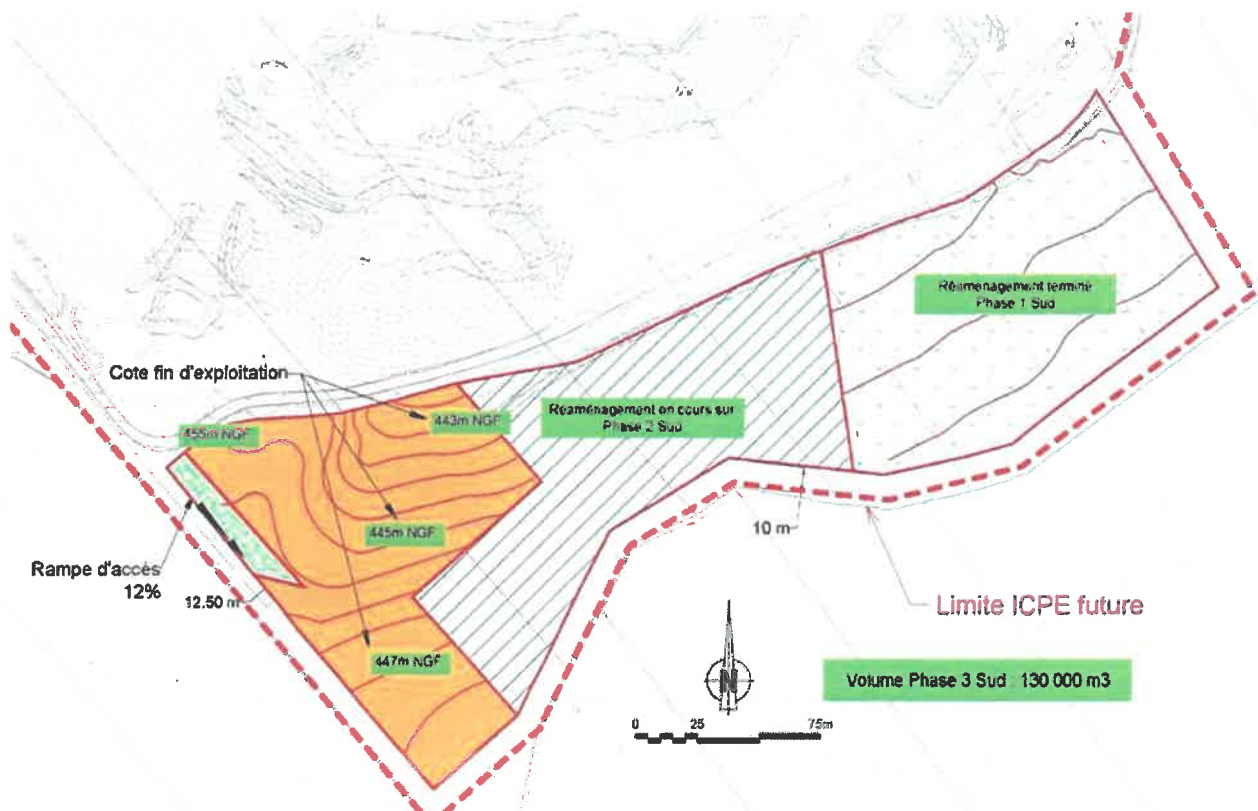
PHASE 2



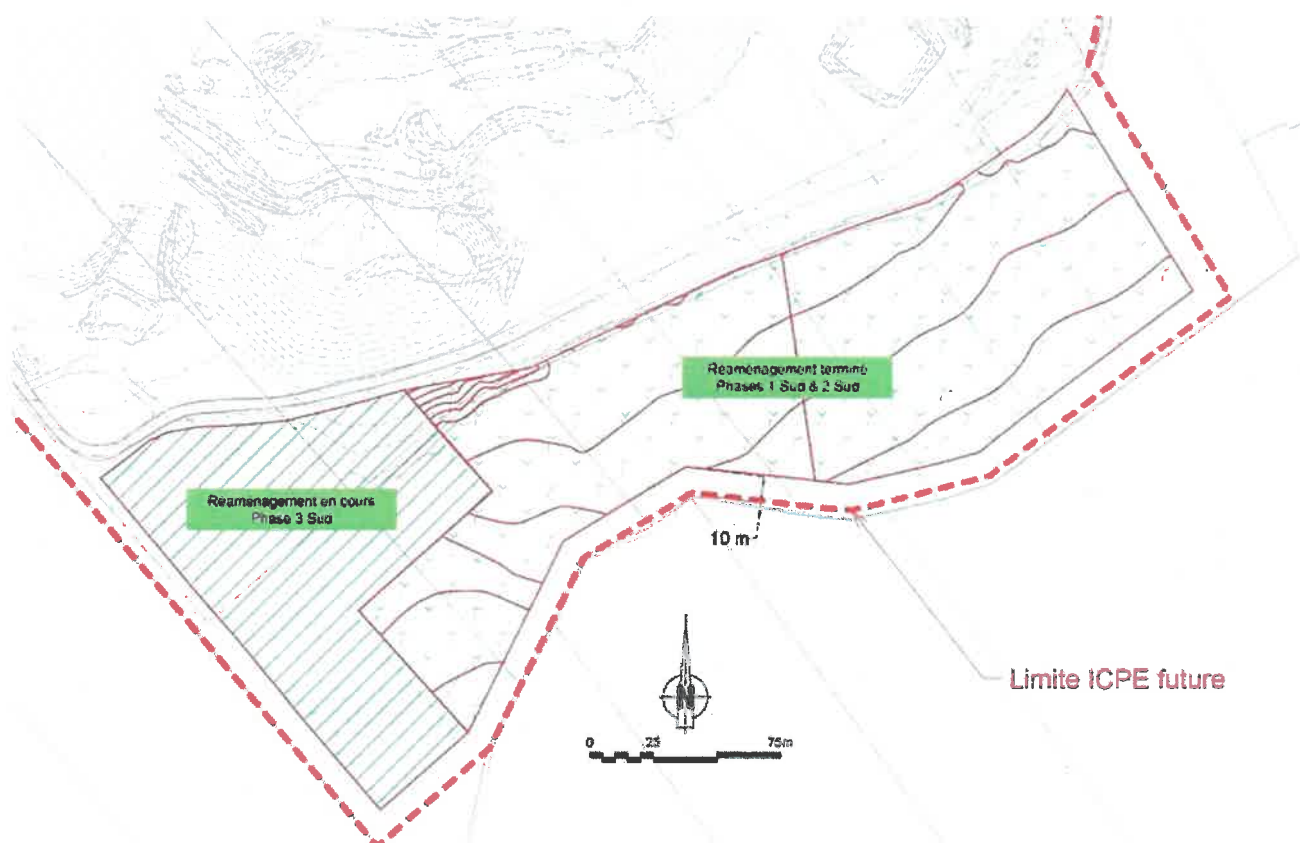
ANNEXE 3 : Phasage du défrichement, de l'exploitation et de la remise en état de l'extension Sud

PHASE 3

Vu pour être annexé à
notre arrêté en date de ce jour
Macon, le 26 OCT. 2023
le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire
Agnès CHAVANON



PHASE 4



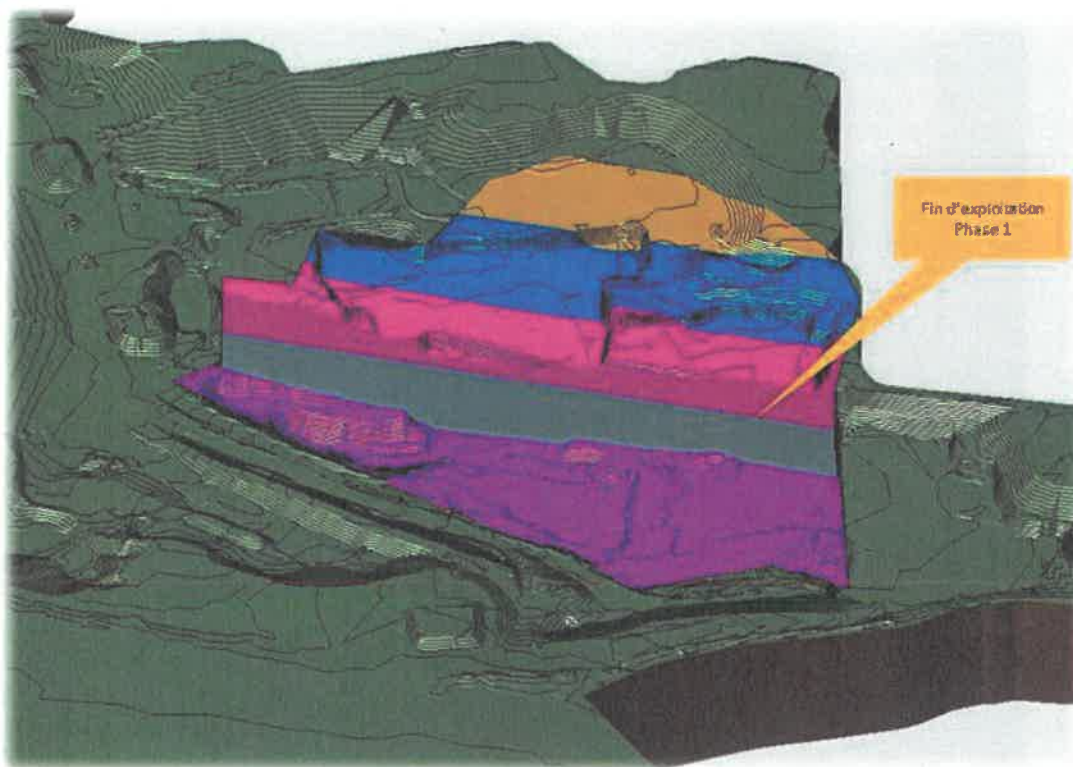
ANNEXE 4 phasage de la zone d'extraction Nord

PHASE 1

Vu pour être annexé à
notre arrêté en date de ce jour
Macon le 26 OCT. 2023
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

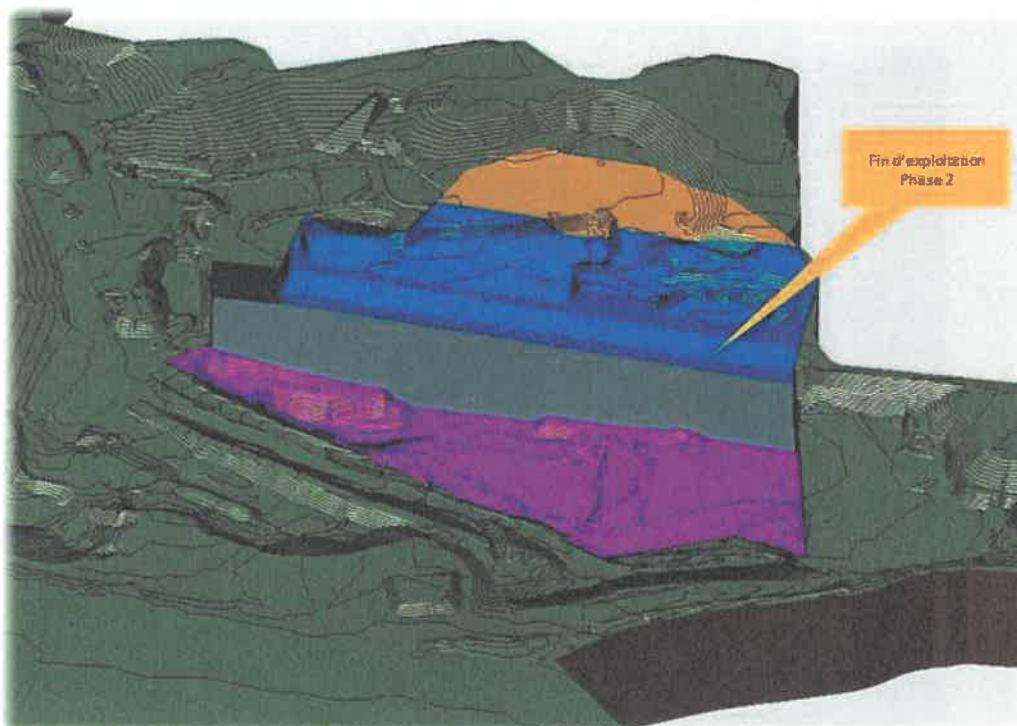
Agnès CHAVANON

2 ETAT DECEMBRE 2026




PHASE 2

3 ETAT DECEMBRE 2031

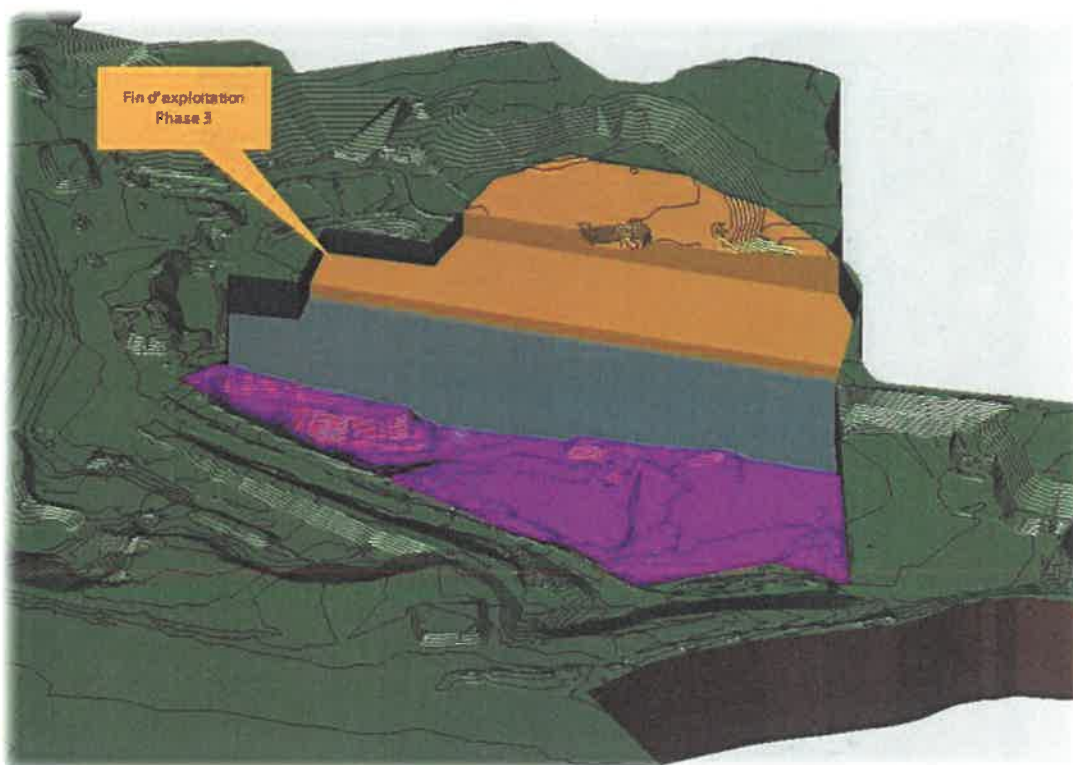


ANNEXE 4 phasage de la zone d'extraction Nord

PHASE 3

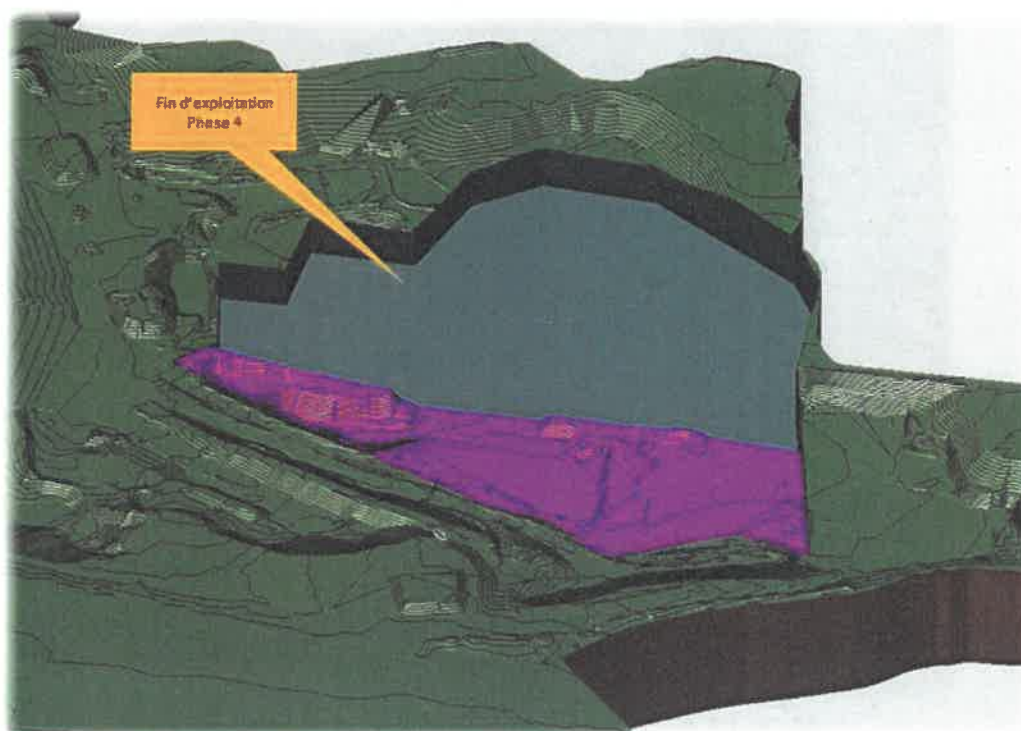
Vu pour être annexé à
notre arrêté en date de ce jour
Mâcon, le 26 OCT. 2023
Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

4 ETAT DECEMBRE 2036



PHASE 4

5 ETAT DECEMBRE 2041



ANNEXE 4 phasage de la zone d'extraction Nord

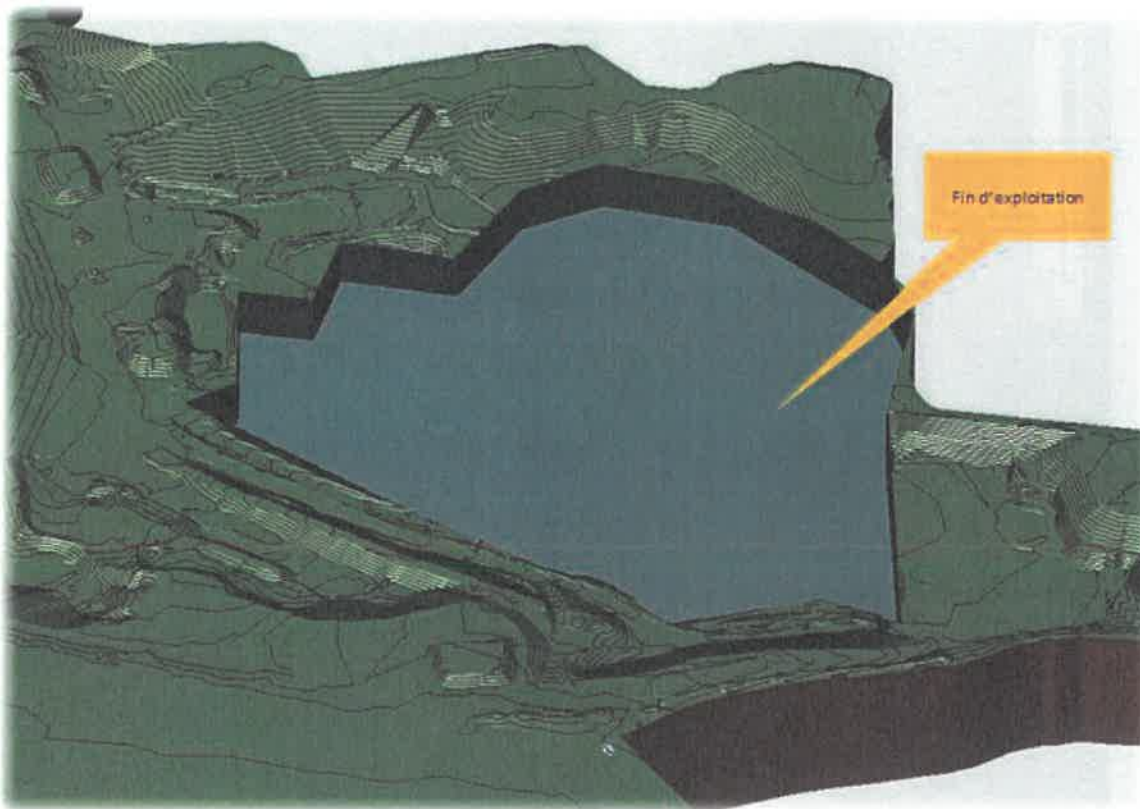
PHASE 5

*Vu pour être annexé à
notre arrêté en date de ce jour*

Monsieur, **26 OCT. 2023**
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

6 ETAT DECEMBRE 2046

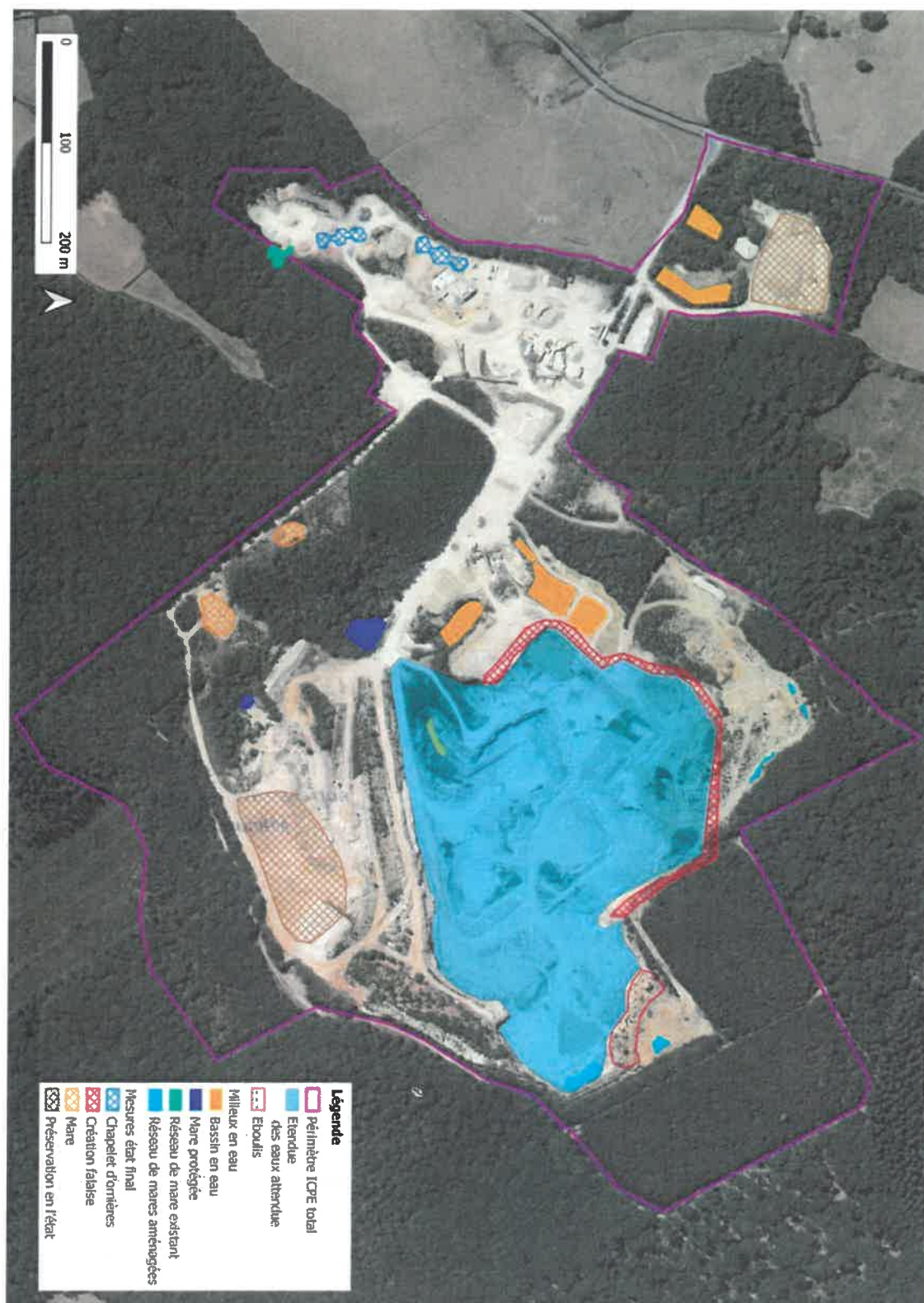


*Vu pour être annexé à
notre arrêté en date de ce jour*
Mâcon, le 26 OCT. 2023

Pour le préfet
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

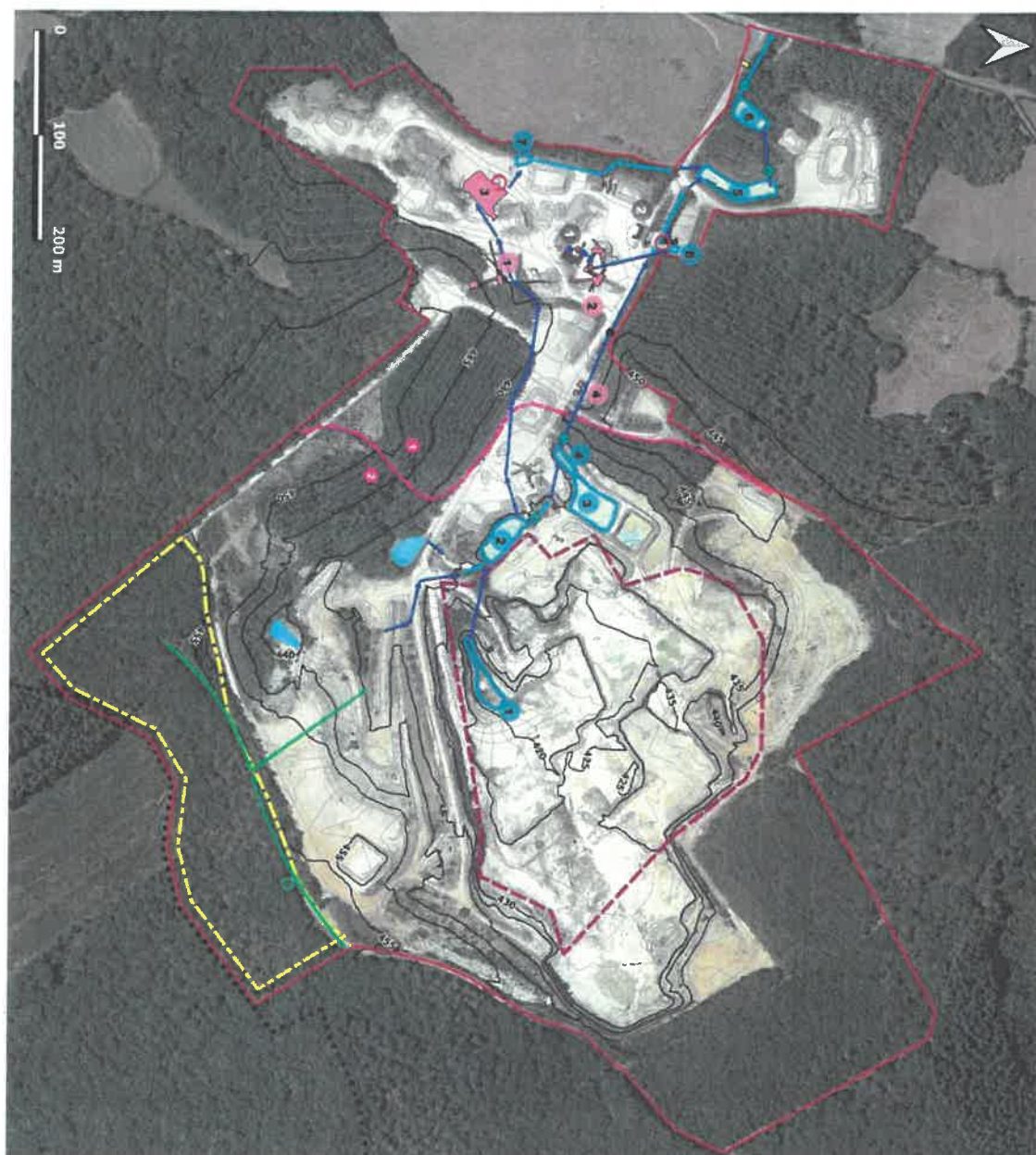
Agnès CHAVANON

Annexe 5 : Plan de la remise en état finale



ANNEXE 6 : Plan schématique de gestion des eaux et effluents de la carrière

notre arrêté en date de ce jour
 26 OCT 2023
 Pour la préfète,
 la secrétaire générale de la
 préfecture de Saône-et-Loire
 Agnès CHAVANON



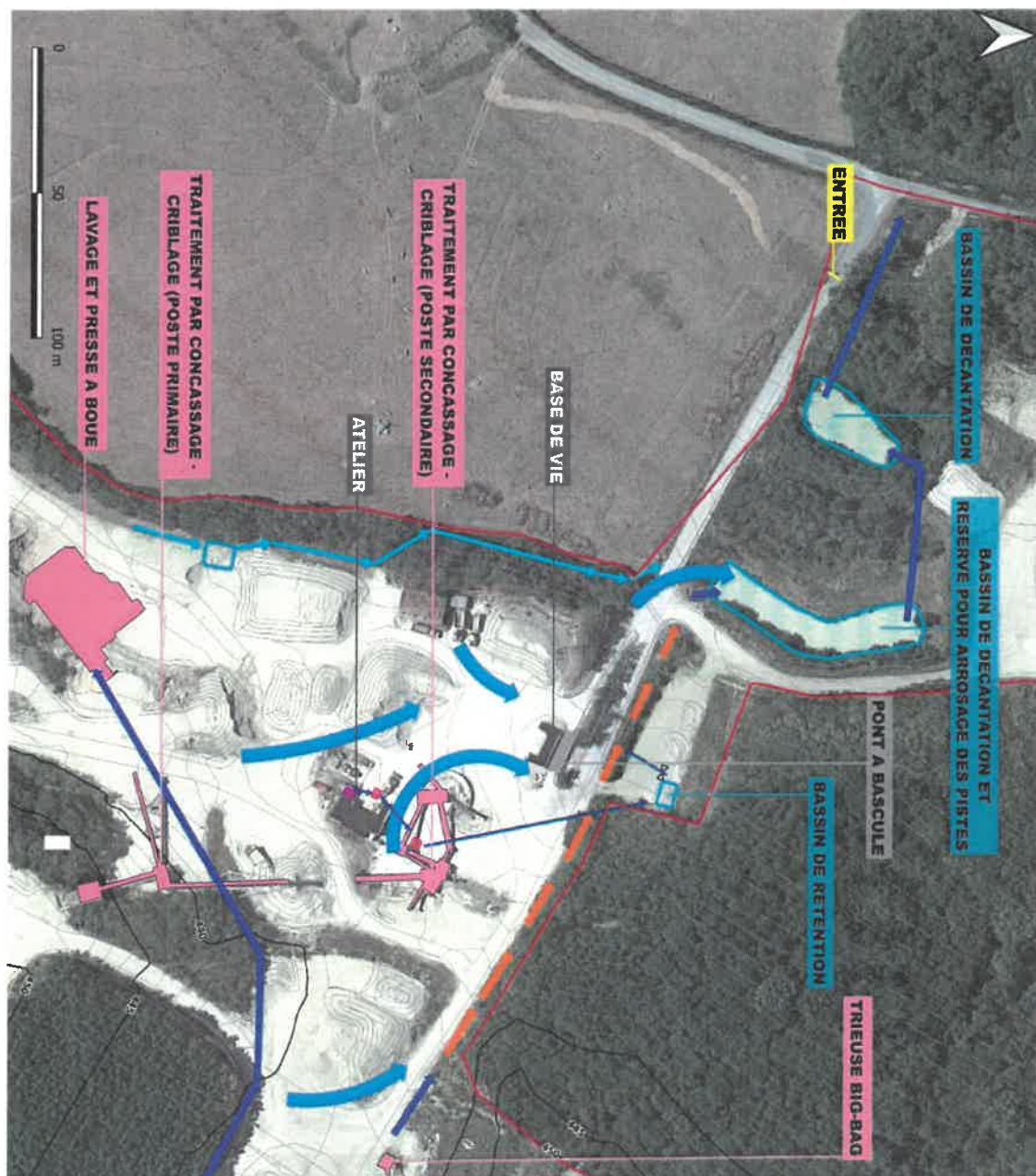
- Légende :**
- Limite administrative
 - Limite communale
 - Carrières du Mont-Saint-Vincent**
 - Périmètre ICPE projeté
 - Périmètre d'exploitation actuel
 - Extension Sud
 - Equipements**
 - 1 Mairie
 - 2 Base de vie
 - 3 Eaux en bord de carrière
 - 4 Réserve d'eau pour le lavage des matériaux
 - 5 Réserve complémentaire d'eau de lavage
 - 6 Lavoirage des pierres
 - 7 Bassin de décantation et réserve pour lavoirage des pierres
 - 8 Bassin de décantation
 - 9 Bassin de rétention de 200 m³ de 69 m³
 - 10 Traitement par concassage - criblage (poste primaire)
 - 11 Traitement par concassage - criblage (poste secondaire)
 - 12 Lavage et presse à boue
 - 13 Trieurs big-bag
 - Equipements**
 - Entrée
 - Port à bascule
 - B241
 - Mairie
 - Séparateur hydrocarbures
 - Limite de bassin versant**
 - 1 Bassin versant installation
 - 2 Bassin versant carrière
 - Hydrologie**
 - 3 Vario rectornelle
 - 4 Vario manuelle
 - 5 Pompe de l'extension
 - 6 Sûreté des eaux de ruissellement
 - 7 Carrière grille
 - 8 Pédale incendie
 - 9 Canalisation
 - 10 Fossé
 - 11 Projet de fossé

ANNEXE 7 : Plan schématique de ruissellement des eaux avant rejet

Vu pour être annexé à
notre arrêté en date de ce jour
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

26 OCT. 2023

AGNÈS CHAVANON

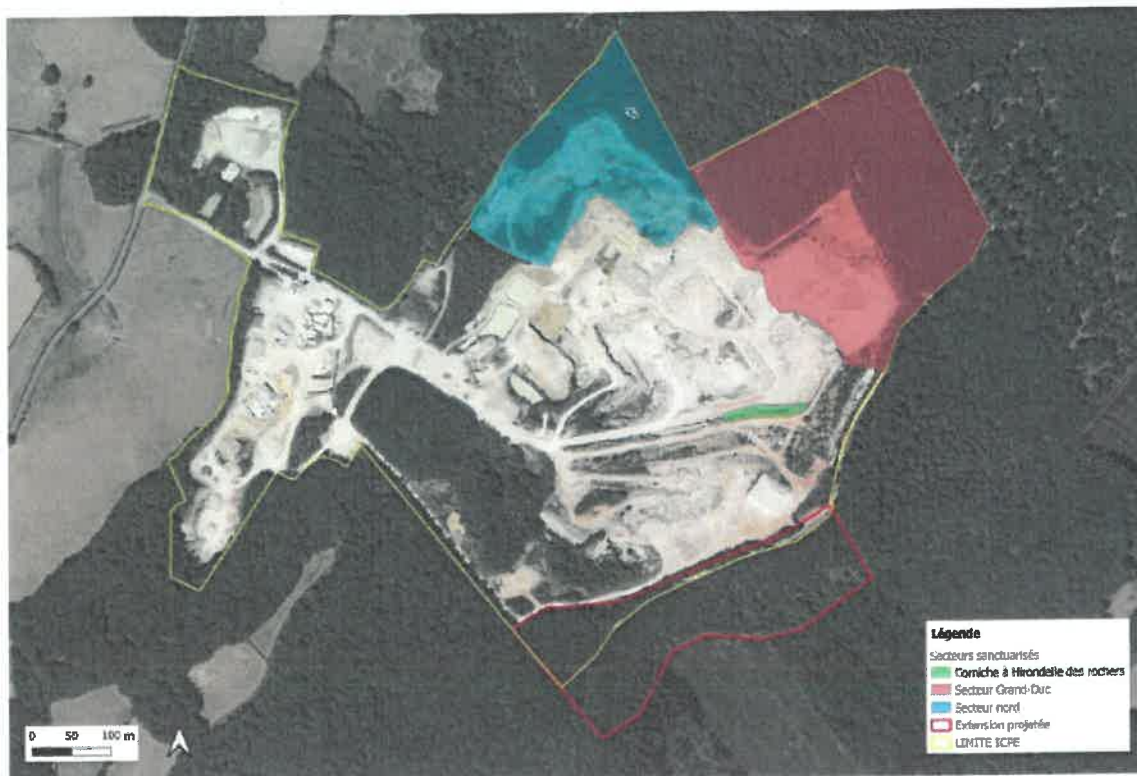


- Légende :**
- Périmètre ICPE projeté
 - Equipements :
 - Bassin
 - Traitement des matériaux
 - Bât
 - Grille
 - Séparateur d'hydrocarbures
 - Gestion de l'eau :
 - drainage
 - Pompage
 - Canal à ciel ouvert
 - Fossé
 - Vanne de sectionnement

ANNEXE 8 – LOCALISATION DES MESURES DE RÉDUCTION ET DE REMISE EN ÉTAT DU TITRE 12

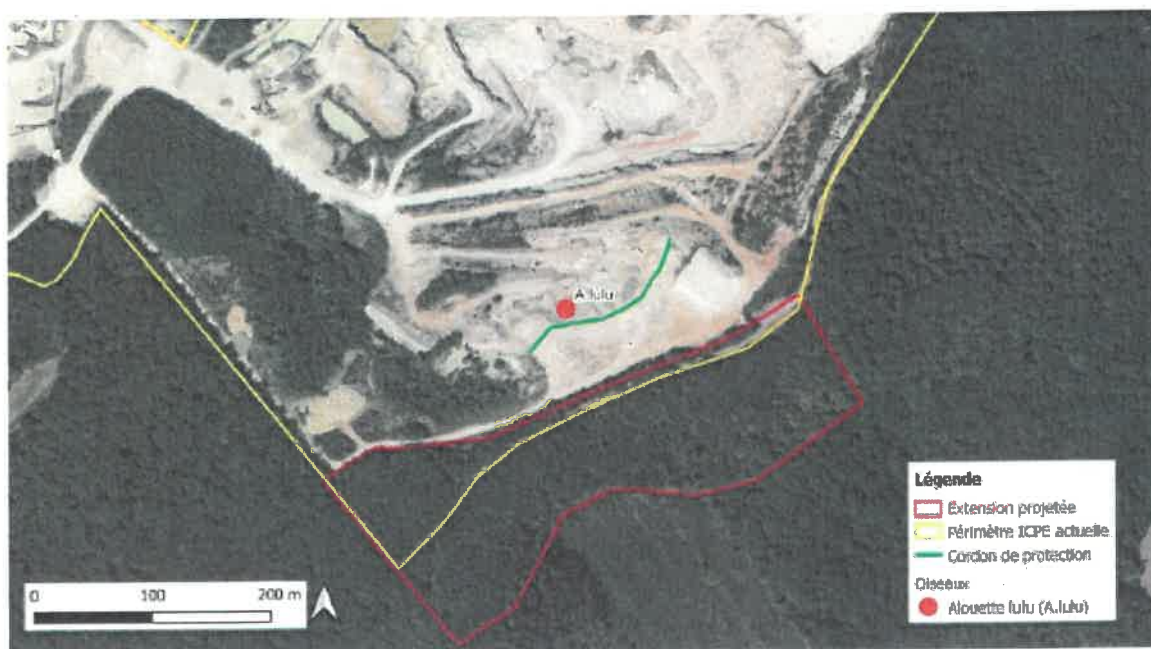
Vu pour être annexé à
notre arrêté en date de ce jour
Macon, le 26 OCT. 2023
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON



SOURCE : FAUNE FLORE & ENVIRONNEMENT, 2022

FIGURE 91 : LOCALISATION DES SECTEURS SANCTUARISÉS POUR LA BIODIVERSITÉ



SOURCE : FAUNE FLORE & ENVIRONNEMENT, 2022

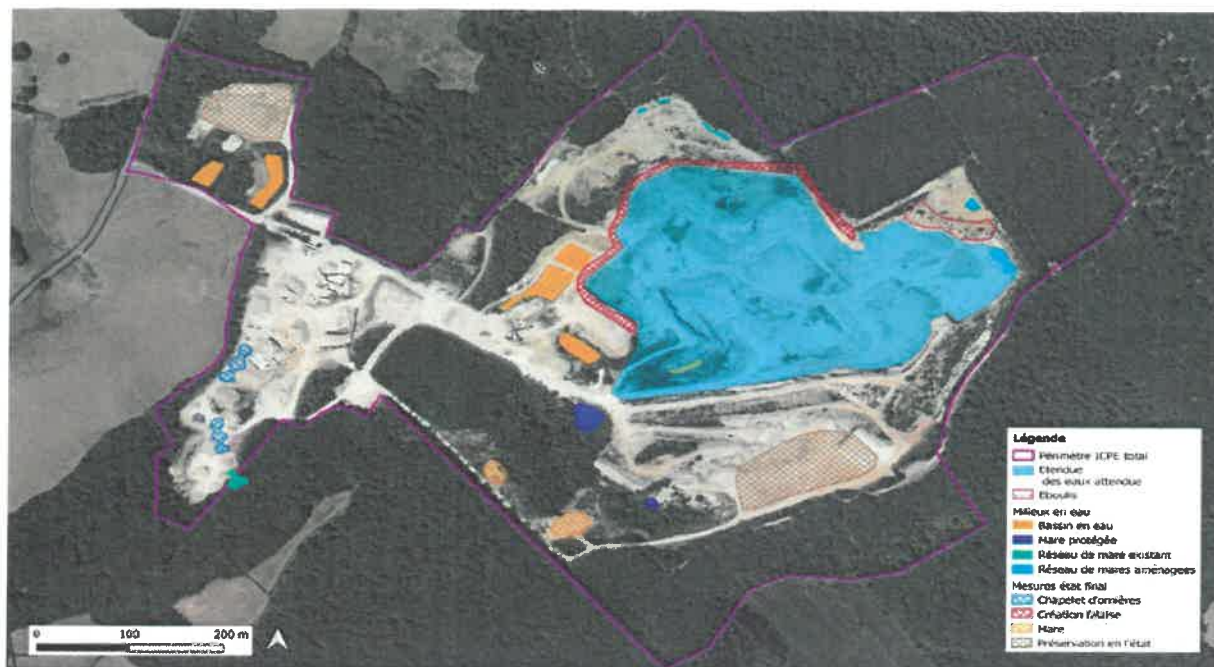
FIGURE 92 : LOCALISATION DU CORDON DE PROTECTION VISANT L'ALOUETTE LULU

Vu pour être annexé à
notre arrêté en date de ce jour

Mâcon, le 26 OCT. 2023

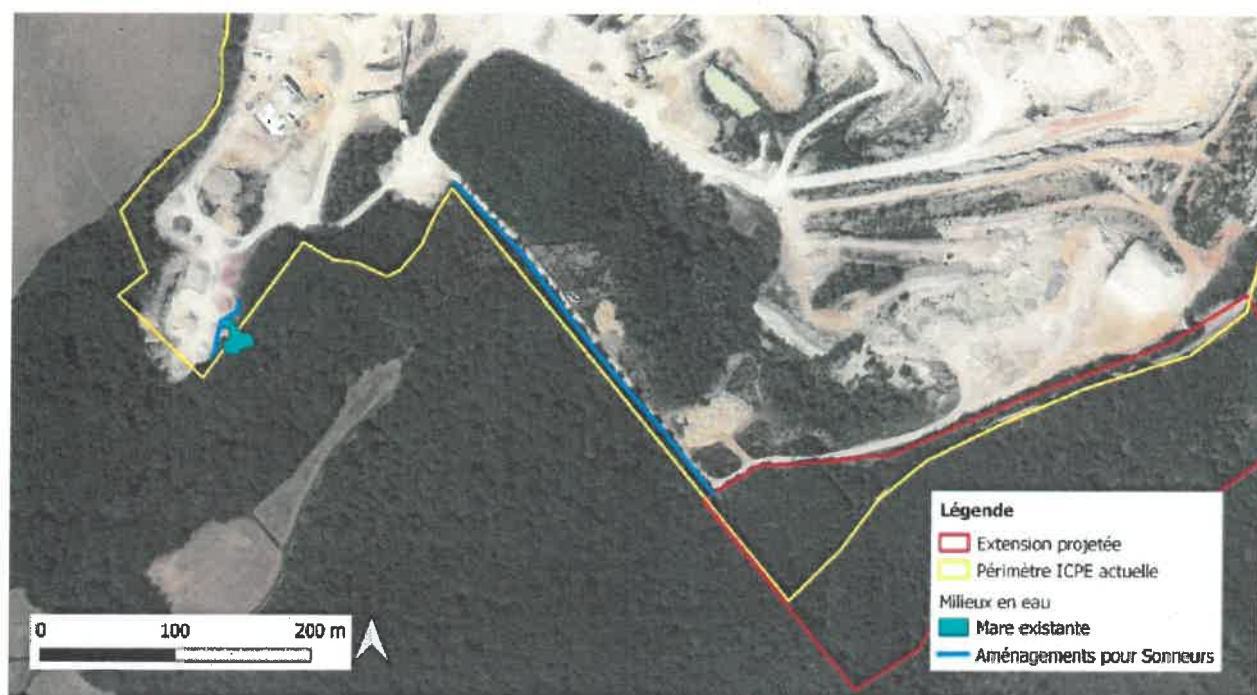
Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON



SOURCE : FAUNE FLORE & ENVIRONNEMENT, 2022

FIGURE 94 : LOCALISATION DES MESURES COMPLÉMENTAIRES PROPOSÉES DANS LE CADRE DU RÉTABLISSEMENT DE LA CARRIÈRE EN FIN D'ACTIVITÉ



SOURCE : FAUNE FLORE & ENVIRONNEMENT, 2022

FIGURE 89 : LOCALISATION DES AMÉNAGEMENTS EN FAVEUR DE QUELQUES INDIVIDUS DE SONNEUR À VENTRE JAUNE

Vu pour être annexé à
notre arrêté en date de ce jour
Mâcon, le 26 OCT. 2023

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire
Agnès CHAVANON